

Du COÛT du LIVRE au PRIX des IDÉES

Tirages, coûts de fabrication
et prix dans l'édition
de sciences humaines et sociales
et de sciences et techniques
1988-1998

Alain de TOLEDO
Laurent FAIBIS

Introduction

DES POINTS DE REPÈRE INDISPENSABLES	9
La diversité de l'édition	10
Diversité des structures industrielles et financières	10
Diversité des stratégies éditoriales	11
Diversité des produits	11
Diversité des représentations de la profession	12
La double nature de l'objet livre	13
Le livre comme marchandise	13
Le livre comme bien collectif	14
Des évolutions passées et à venir	16
Des conséquences de la dématérialisation de l'économie	16
Des conséquences de la séparation des supports	18
Les conséquences sur les évolutions de la diffusion	18

Chapitre I

DES CHIFFRES ET DES LETTRES	21
Des hypothèses avérées	21
La baisse du tirage moyen	21
L'augmentation du chiffre d'affaires	22
L'évolution du prix moyen	23
La fabuleuse augmentation du nombre de titres	24
Des écarts entre production et ventes d'exemplaires	24
Premières conclusions sur les données globales	24
Une enquête aux résultats contrastés	25
Données générales sur l'échantillon	26
Le tirage moyen	26
L'évolution des prix de vente	27
L'évolution des coûts unitaires	28

L'évolution du coefficient	32
Le rapport entre le tirage et les ventes	33
Premières conclusions concernant les résultats de l'enquête	33
Chapitre II	
TYPLOGIE DES REPRÉSENTATIONS	35
Définition technique et commerciale du secteur	38
La baisse du tirage moyen	39
Perception de cette baisse	39
Les causes de la baisse du tirage moyen	41
Les conséquences de la baisse du tirage moyen et de l'augmentation du nombre de titres	43
L'évolution des coûts de fabrication	45
Sur la perception des baisses des coûts	45
Sur les causes des baisses des coûts	46
L'utilisation des baisses de coûts	47
Quelques conséquences sur l'aval de la filière	48
Conclusion	
UNE RÉVOLUTION TRANQUILLE	51
Annexes	
Évolution de quelques indicateurs	57
Dix ans de numérique dans l'imprimerie	62
L'environnement économique de l'édition	67
Liste des tableaux et graphiques	103
Bibliographie	107

Signes conventionnels utilisés dans les tableaux

– Résultat nul

/// Absence de résultat due à la nature des choses

INTRODUCTION

Des points de repère indispensables

Au cours des dix dernières années, les évolutions technologiques (PAO, techniques d'impression numérique) et les tendances structurelles (baisse des tirages, généralisation de la sous-traitance) ont entraîné une modification profonde de la structure de coûts des livres. Dans le même temps, les prix des livres ont sensiblement augmenté¹.

Le présent ouvrage a pour objectif d'analyser l'évolution de ces coûts et des prix dans deux segments de l'édition : l'édition de sciences humaines et sociales (SHS) et l'édition scientifique et technique (S&T) – hors domaine médical.

Un ensemble d'entretiens ont été menés avec un premier cercle d'éditeurs afin d'établir une grille méthodologique et de la tester. Ils ont été complétés par des entretiens avec des responsables de maisons d'édition pour recueillir leur perception de l'évolution des coûts. Au total, 39 entretiens qualitatifs ont été réalisés en face à face avec des professionnels appartenant à la chaîne de l'édition – production, distribution, commercialisation du livre.

Sur les 18 maisons d'édition pressenties, une a refusé de nous recevoir, deux nous ont reçus très chaleureusement mais ont estimé que leurs ouvrages étaient trop spécifiques et que leurs données chiffrées auraient peu de signification. Sur les 15 restantes, 10 ont fourni des éléments chiffrés, les autres, pour diverses raisons, n'ont pu les fournir avant la fin de l'étude.

Ce travail a été complété par des rencontres avec des experts du secteur ainsi que par un travail d'analyse statistique et documentaire portant sur les données relatives à la production, aux coûts et aux prix dans l'édition et les différents secteurs liés à la production des livres (impression, façonnage, papier...) ainsi que sur l'impact des coûts financiers dans la production de livres au travers du financement des stocks. Les données proviennent des statistiques établies par la Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG), le Syndicat national de l'édition (SNE), le Service d'études et statistiques industrielles du Ministère de l'industrie (Sessi) et l'Insee (voir annexe III).

1. Plus précisément, le prix moyen des livres des deux segments considérés, en francs courants, a connu successivement une forte augmentation de 1989 à 1994 et une légère diminution de 1995 à 1998. Voir p. 22.

Pour autant, il est indispensable de souligner que la très grande hétérogénéité des sources, et l'impossibilité dans de nombreux cas de remonter à l'information primaire nous obligent à une certaine prudence pour toutes les données quantitatives recueillies.

Si nous pensons pouvoir être fermes sur l'analyse des tendances et des ordres de grandeur, compte tenu des recoupements et des vérifications que nous avons effectués, en revanche sur chaque donnée prise individuellement il est nécessaire d'envisager une marge d'erreur potentielle de l'ordre de 5 %. De plus, pour lisser les trop fortes variations d'une année sur l'autre, nous avons parfois été amenés à raisonner sur des moyennes de trois ans².

Mener à bien une étude en position d'observateur extérieur à un secteur, oblige, certes, à mobiliser un fort investissement initial d'apprentissage des pratiques de la profession, mais donne l'immense privilège de pouvoir poser des questions « naïves », vierges de toute certitude ou préjugé ; autrement dit, il s'agit là de la posture scientifique consistant à interroger en priorité les évidences et à s'étonner de la diversité du monde.

Bien que l'objet de notre étude – les coûts de fabrication – ait pu paraître, dans un premier temps, limité mais homogène, la mosaïque du monde de l'édition nous est apparue très rapidement, nous amenant même à nous interroger sur les hypothèses de départ, tant les positionnements stratégiques semblent radicalement opposés.

La diversité de l'édition

La première constatation que peut faire l'observateur extérieur est, en effet, le grand éclatement de la profession. Sa diversité doit être observée sous plusieurs angles.

Diversité des structures industrielles et financières

La taille et le mode de fonctionnement s'étagent de l'entreprise artisanale jusqu'à des filiales de groupes multinationaux, en passant par des indépendants d'envergure diverse. Pour autant, quelle que soit la taille, le processus d'industrialisation n'est jamais poussé à bout dans le monde de l'édition, qui conserve toujours des aspects « artisanaux » à certains stades de la chaîne du livre. Mais la grande hétérogénéité des structures entraîne des perceptions très diverses de la notion même de coût. D'une maison d'édition à l'autre, l'appréhension des élé-

2. Pour pouvoir raisonner sur des séries homogènes pendant la période considérée (1998-1998), nous avons été amenés à exclure les chiffres concernant l'histoire, la géographie et l'ésotérisme. Les données qui suivent correspondent donc à l'addition des Sciences humaines et sociales et des Sciences et techniques, à l'exclusion des trois domaines cités. Pour des raisons de rupture des modes de comptabilisation, il n'a pas été possible d'individualiser les données concernant les livres de poche, celles-ci n'étant pas homogènes sur la période.

ments de coûts peut être très différente, de même que varient également beaucoup les principes comptables mis en œuvre.

Diversité des stratégies éditoriales

C'est certes l'aspect le plus connu et le plus visible. Là aussi, les conséquences sont importantes sur les coûts et sur la notion même de coût. Ainsi, en ce qui concerne l'une des hypothèses centrales de l'étude, les gains de productivité engendrés par les nouvelles technologies, les choix faits par les maisons d'édition sont apparus très variés.

Certaines maisons ont mis en œuvre des stratégies qualitatives : elles ont tiré parti des gains de productivité pour investir davantage dans le travail d'enrichissement du manuscrit. Les éléments comptables de ces éditeurs n'enregistrent, par conséquent, pas de baisse notable des coûts. Ces éditeurs misent sur une stratégie de différenciation, où le travail qualitatif sur le manuscrit est un facteur concurrentiel décisif.

D'autres éditeurs ont favorisé des stratégies productivistes : ils ont joué à fond la carte de la réduction des coûts, parfois même au détriment de certains éléments de qualité. Ils ont décidé de pousser la stratégie de lutte par les coûts à l'extrême, quitte à réduire (voire à faire disparaître) tout travail d'enrichissement du manuscrit, pour bénéficier au maximum des gains de productivité offerts par les progrès technologiques.

Bien entendu, entre ces deux extrêmes, il est possible d'observer tous les types de compromis possibles entre amélioration de la qualité et baisse des coûts de fabrication.

Diversité des produits

Sous le même nom de livre, on trouve des produits très différents s'adressant à des segments de marché très spécifiques, finalement peu concurrentiels entre eux. Il conviendrait donc de rapprocher la notion même de coût du livre d'une segmentation stratégique fine du secteur, mais cela nous ferait sortir du champ de la présente étude. Cette diversité des produits amène des éditeurs à interroger la notion même de sciences humaines. Pour certains, cette catégorie devrait être réservée à des ouvrages « scientifiques » et donc exclure tous les essais grand public. Cette position est contestée par d'autres éditeurs pour lesquels il existe une catégorie de livres de sciences humaines destinée à un grand public cultivé. En dehors de l'aspect polémique de ces visions du secteur, reste la question de savoir si tout le monde met bien la même chose derrière les mêmes mots. Les conséquences de cette polysémie sont lourdes lorsqu'il s'agit d'interpréter les statistiques officielles. Ainsi, il n'existe pas de consensus sur la délimitation des « sciences humaines ».

Diversité des représentations de la profession

Tous les responsables que nous avons rencontrés ont des représentations fortes, voire très tranchées, sur la définition et l'évolution de leur profession. Ces positions peuvent être radicalement opposées. Il en est ainsi, sur un point central des hypothèses de l'étude, pour la baisse des tirages moyens comme symptôme de la « crise des sciences sociales ».

Certains éditeurs s'inscrivent pleinement dans le discours : « les sciences humaines sont en crise, la preuve en est donnée par la baisse des tirages. » À l'opposé, d'autres s'étonnent, un brin provocateurs : « la crise, quelle crise ? » Ces derniers préfèrent évoquer la nécessité de s'adapter aux évolutions d'un marché qui reste riche de possibilités pour peu que l'on s'ajuste aux évolutions de la demande.

Il convient de noter que si les opinions sont tranchées, elles ne sont pas toujours fondées : les études sur le secteur sont peu nombreuses et relativement anciennes, et les éditeurs ont une connaissance incomplète de leur propre maison d'édition, leur discours étant parfois contredit par les chiffres qu'ils nous fournissent.

Si les demandes d'entretien ont reçu un accueil dans l'ensemble très chaleureux, les éditeurs contactés ont souvent fait part d'un grand étonnement que l'on peut résumer ainsi : « quel est l'intérêt de cette étude, pourquoi les coûts de fabrication, pourquoi maintenant ? »

À cet égard, il nous apparaît très significatif que peu d'éditeurs aient disposé des éléments pour répondre directement à nos questions sur les coûts de fabrication. Au mieux, il leur était nécessaire d'entreprendre des recherches pour fournir l'information ; au pire, certains ont refusé d'y répondre, mettant en avant la spécificité de chaque livre, qui enlèverait selon eux toute signification à une telle étude.

En tout cas, force est de constater que le coût de fabrication du livre ne représente pas un élément stratégique suffisamment décisif pour que les personnes rencontrées disposent d'études financières et statistiques précises. Prédomine néanmoins une opinion partagée par tous : « J'ai le sentiment que cela coûte moins cher de produire un livre aujourd'hui qu'il y a dix ans, mais je ne dispose pas de chiffre précis sur ce point. »

D'ailleurs, alors que la grille d'analyse relativement simple qui est au cœur de notre étude aurait dû être remplie par une rapide compilation d'informations existantes, il a été nécessaire de mettre en œuvre un lourd travail de reconstitution des données. Les tableaux de bord détaillés sur les coûts de fabrication, qui sont de pratique courante dans n'importe quel secteur industriel, sont pratiquement absents dans le monde de l'édition.

Nous sommes là sur l'un des points les plus contradictoires de l'édition, un secteur chargé d'industrialiser la création, avec des œuvres à la fois uniques et produites en série. Cette situation paradoxale ne permet cependant pas à la profession de s'affranchir des lois du marché. D'ailleurs, en guise d'avertissement,

certains éditeurs n'hésitent pas à lancer : « Ne vous y fiez pas, nous sommes avant tout des commerçants. »

Malgré ses spécificités, l'industrie de l'édition de livres ne peut échapper aux grandes tendances qui parcourent le monde industriel : progrès technologiques, recherche de flexibilité, évolution des marchés, gains de productivité, flux tendus, pour ne prendre que quelques exemples. Il est certes difficile de comparer terme à terme l'édition et un secteur tel que l'industrie automobile, mais aucune activité industrielle ne peut s'abstraire de l'exigence de rentabilité et d'adaptation aux mutations du marché.

Compte tenu de la rapidité des évolutions en cours, on ne peut qu'adhérer à l'opinion exprimée par André Schiffrin dans *L'édition sans éditeurs* :

« L'édition mondiale a davantage changé au cours des dix dernières années que pendant le siècle qui a précédé [...]. Jusqu'à une époque récente, l'édition était fondamentalement une activité artisanale, souvent familiale, de petite échelle, qui se satisfaisait de modestes profits provenant d'un travail qui était encore en liaison avec la vie intellectuelle du pays³. »

Au-delà des avis contradictoires exprimés çà et là, il convient de s'interroger sur les causes des profondes divergences d'opinion dans la profession. Il nous semble qu'il y a là le symptôme d'une industrie en pleine mutation, qui voit ses repères se dérober. En fait, pour comprendre en profondeur l'édition de livres, il convient d'analyser des éléments qui sont structurels et d'autres qui tiennent à l'évolution entamée il y a une dizaine d'années.

La double nature de l'objet livre

Comme tout produit culturel, le livre se compose d'un support et d'un contenu. Cette constatation, somme toute banale, renvoie à la double nature de l'éditeur, les mains dans le papier et l'encre d'imprimerie, mais la tête dans la noosphère, participant à l'élaboration d'œuvres d'art, loin des soucis de rentabilité nés des exigences de la loi du marché. Ainsi, par le mode de production matériel de son support papier, le livre appartient au monde des marchandises, alors que par son contenu il s'assimile à un bien culturel, donc à un bien collectif.

Le livre comme marchandise

En tant qu'objet matériel, le livre n'échappe pas aux lois classiques du marché. Il convient d'en rappeler les grands traits « triviaux » pour ne pas les oublier par la suite. Les maisons d'édition, à certaines exceptions près, sont des entreprises capitalistes : c'est-à-dire que, même si elles n'ont pas pour motif principal de

3. André SCHIFFRIN, *L'édition sans éditeurs*, Paris, La fabrique, 1999, p. 9.

rechercher le profit maximum, elles ne peuvent se permettre d'accumuler les pertes sous peine d'être en cessation de paiement.

De ce point de vue, comme pour toute firme productrice, l'allongement des séries est source de baisse des coûts, d'où la tentation d'allonger les tirages, d'autant que le coût du mille supplémentaire tend à baisser.

Les maisons d'édition sont engagées dans des rapports de force concurrentiels, entre elles, avec leurs fournisseurs (les imprimeurs, les auteurs...), avec les réseaux de distribution et aussi dans des rapports de coopération conflictuelle avec les pouvoirs publics en ce qui concerne la réglementation du secteur. Ici aussi, comme dans toute industrie, il s'agit d'exploiter au mieux la chaîne de valeur pour dégager des marges permettant le développement de l'entreprise.

Comme marchandise, le livre ne se distingue pas des autres marchandises et les concepts d'analyse de l'économie industrielle peuvent donc lui être appliqués. Il ne faut pas s'étonner d'entendre certains acteurs parler de « flux tendus » comme s'il était question de production automobile. Mais, par ailleurs, le livre est un bien culturel et en cela il possède d'autres caractéristiques économiques.

Le livre comme bien collectif

En tant que bien culturel – il s'agit cette fois de son aspect contenu –, le livre peut être analysé du point de vue de la théorie économique comme un bien collectif. En effet, il en possède les deux caractéristiques : la production d'externalités et la non-exclusivité.

La notion de production d'externalités a été mise en avant par l'économiste Alfred Marshall. Elle exprime l'interdépendance des fonctions d'utilité des différents consommateurs. Dans le cas du livre, cela signifie que bien que la lecture soit un acte individuel, il participe d'une manière plus générale à la culture d'une nation, par les échanges qu'il permet entre les lecteurs : de ce point de vue, la consommation individuelle n'est qu'une part d'une consommation collective.

La non-exclusivité signifie que, comme tout produit informationnel, la consommation par un individu n'exclut pas la consommation par d'autres. Le fait de lire un livre n'a jamais empêché que le contenu de ce livre, non son support matériel, reste disponible pour tout autre personne se présentant comme lecteur potentiel. La théorie économique a produit des concepts permettant d'analyser ce type de situation : en se référant au professeur Paul A. Samuelson, prix Nobel d'économie, on peut dire que dans ce cas le coût marginal de production d'une unité supplémentaire est nul (il s'agit bien entendu ici d'une unité supplémentaire de contenu).

Une conséquence économique de ces caractéristiques fondamentales est l'intervention des pouvoirs publics, justifiée par la nature du livre en tant que bien collectif culturel : en effet, comme le démontre la théorie marginaliste (libérale), seul l'État est en mesure d'internaliser les externalités. C'est ce qui fonde la légitimité des interventions publiques en France : un taux de TVA préférentiel, la loi

dite sur le prix unique du livre, la disponibilité dans des bibliothèques publiques, des aides à l'édition d'ouvrages réputés difficiles à rentabiliser, etc.

Par ailleurs, le coût marginal nul a des implications encore plus radicales. Selon la même théorie néoclassique, le prix de vente d'un bien doit égaler son coût marginal : autrement dit, le livre (dans son aspect contenu) devrait être gratuit. Il l'est à terme puisque tout contenu tombe au bout d'un certain temps dans le domaine public ; c'est bien la reconnaissance que le livre n'est pas un bien comme les autres (une marchandise ne tombe normalement pas dans le domaine public au bout d'un certain nombre d'années). Cela veut également dire qu'avant cette date l'État concède un droit de prélèvement sur le prix de vente au bénéfice de l'auteur⁴.

Concernant la rémunération de l'auteur, trois solutions sont couramment pratiquées : dans le cas d'une publication à compte d'auteur, l'auteur finance sa publication et espère ainsi créer une rente réputationnelle ; le bien collectif peut également être pris en charge par le secteur étatique (exemples concrets de cette option : le système soviétique ou, dans le domaine culturel, la télévision publique dans les pays d'économie de marché) ; enfin, le livre est publié par des maisons d'édition privées et alors on peut le considérer comme un bien collectif privé.

Nous approfondirons plus particulièrement ce troisième point puisque c'est le cas le plus fréquent en France et en tout cas pour les segments qui nous intéressent ici. En dehors de la production strictement matérielle qui ressortit à la loi du marché, la production intellectuelle qui comprend principalement le travail de l'auteur mais aussi tout le travail de préparation et de composition du texte (ce qui constitue la majorité des travaux non reproduits) doit trouver un financement. Ce financement ne peut être direct, il doit trouver sa source par un prélèvement extérieur. Certains biens culturels : télévision, presse, internet... ont trouvé tout ou partie de leur financement dans la publicité ; le livre échappe, en grande partie, à cette manne. Aussi en dehors des aides publiques, ce sont surtout les prélèvements sur le support matériel qui permettent ce financement. Ce prélèvement peut s'assimiler à une taxe dont l'assise serait le marché de l'ouvrage⁵.

Si nous avons distingué deux traits caractéristiques de l'industrie du livre, il ne faut pas croire que ceux-ci peuvent être séparés, ils sont intrinsèquement liés et séparer le support de son contenu n'est qu'une facilité conceptuelle permettant de rendre plus aisée l'exposition d'un tout complexe. Cependant, ce qui était évident il y a dix ans ne l'est plus totalement aujourd'hui. Il nous faut maintenant examiner ces évolutions.

4. De ce point de vue, les droits d'auteur peuvent s'assimiler à des brevets et licences. Pour de plus amples détails sur ces questions, se référer à Alain de TOLÉDO, *Contribution à une économie politique du pouvoir*, Thèse d'État, 1993.

5. Pour un début de théorisation de ces questions, voir Laurent FAIBIS, Alain de TOLÉDO, contribution au colloque de l'ADIS « Stratégies de complémentarité et économie de séduction de tierce partie : l'exemple des industries de la communication », 1999.

Des évolutions passées et à venir

Tous les travaux que nous avons consultés sur le livre font état de deux phénomènes marquant les dix dernières années : le fort mouvement de concentration du secteur qui a abouti à ce que Bénédicte Reynaud appelle un duopole à frange⁶ et la baisse ininterrompue du tirage moyen, accompagnée par l'augmentation du nombre de titres.

Sur ce dernier point, il faut souligner que la baisse des séries et l'augmentation des variétés ne sont pas un phénomène propre à l'édition. La plupart des secteurs industriels ont été contraints au cours des 25 dernières années à s'adapter à une plus grande incertitude de la demande, au raccourcissement des séries, à l'obsolescence plus rapide des produits. Les théoriciens de l'économie industrielle et de la régulation ont ainsi baptisé « toyotisme » un modèle de production qui marie séries plus courtes, modèles plus nombreux, obsolescence rapide avec néanmoins la faculté de réaliser des baisses de coûts de production. Dans un récent ouvrage⁷, Pierre Veltz (actuellement directeur de l'École nationale des ponts et chaussées) souligne que « la réduction des coûts doit aller de pair avec l'augmentation de la variété, de la qualité des produits et des services ».

Ainsi, il apparaît que ce qui est vécu dans l'édition comme un symptôme de crise (la baisse des tirages moyens et l'augmentation du nombre de titres) est perçu dans les autres secteurs comme un impératif du marché auquel il convient de s'adapter.

Deux aspects nous semblent devoir éclairer en profondeur les évolutions de ces dernières années – la dématérialisation de l'économie et la séparation des supports – et déterminer les enjeux en cours.

Des conséquences de la dématérialisation de l'économie

Au risque de heurter les professionnels de l'industrie culturelle qu'est le livre, il est intéressant d'observer des phénomènes industriels qui se banalisent dans d'autres secteurs. Prenons l'exemple de la chaussure de sport : le coût de production matérielle d'une paire de chaussures de marque Nike représente environ 5 à 10 % de son prix de vente ; le reste équivaut aux frais de distribution-promotion, aux coûts de développement du concept, mais surtout à la production d'une « image », désirée par le consommateur, qui constitue une véritable rente réputationnelle pour la firme. Plus que pour la fonctionnalité de la paire de chaussures, le consommateur paie pour le style et pour la marque, c'est-à-dire pour de l'information et du sens. La chaussure de sport est tout autant (sinon plus parfois !) le support d'une image qu'un bien fonctionnel. Le coût de production matériel du bien, ici la chaussure de sport, représente une part décroissante du coût complet analytique de la marchandise vendue.

6. Bénédicte REYNAUD, « L'emprise des groupes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 130, décembre 1999.

7. Pierre VELTZ, *Le nouveau monde industriel*, Paris, Gallimard, coll. « Le débat », 2000.

Le livre n'échappe pas à ces considérations : d'un côté le support matériel (le papier, l'encre, la reliure, la colle), de l'autre le contenu « immatériel », l'œuvre. Ces deux facettes d'un même bien obéissent à des lois économiques différentes. Le support matériel relève de la production industrielle traditionnelle à coût variable, qui tend à allonger les séries pour faire des économies d'échelle, et ainsi abaisser le coût moyen de production.

Le contenu immatériel répond à une fonction de production à coût fixe. Dans un récent ouvrage sur l'économie des nouvelles technologies, dont nombre d'observations apparaissent très pertinentes pour l'édition, Michel Volle⁸ fait remarquer que les stratégies de différenciation résultent d'une production à coût fixe :

Les nécessités de la survie des entreprises les incitent donc, pour rester sur le marché, à pousser la différenciation de l'offre autant qu'elles le peuvent [...]. Elles construisent ainsi sur chaque variété du bien un petit monopole particulier. »

Cette contradiction apparente entre la logique du support matériel et celle du contenu immatériel a, en fait, été progressivement surmontée par les évolutions technologiques. Poussée à l'extrême, cette tendance conduit d'ailleurs à la disparition totale du support matériel. Ce n'est certes pas ici l'objet d'entrer dans la polémique sur un éventuel futur du livre « tout numérique ». Pour autant, il convient de remarquer que les évolutions technologiques intervenues dans la production matérielle du livre ont stimulé les stratégies de différenciation et de multiplication des variétés.

Ainsi, que ce soit par l'introduction de nouvelles technologies ou par une modification en profondeur des systèmes d'organisation de la production, le secteur de l'édition a réussi à abaisser le point mort⁹ à partir duquel il devient possible de tirer un ouvrage. Des tirages initiaux de 800 exemplaires deviennent possibles, certains éditeurs évoquent même des tirages rentables à 300 exemplaires.

Les nouvelles technologies proposées par Xerox ou IBM ne feront que renforcer cette tendance, même si ces techniques ne sont pas encore adaptées pour tous les types d'ouvrages. Dans ces conditions, il devient intéressant de limiter les tirages initiaux et de multiplier les réimpressions. Certes, à volume identique total sur une longue période, cela revient à augmenter les coûts moyens, mais l'augmentation est plus que compensée par la limitation de la prise de risque et par la limitation des coûts de stockage et des frais financiers inhérents. Quand les coûts de fabrication matérielle (au sens strict) se situent entre 5 % et 20 % du prix total, selon qu'il s'agit d'une réimpression ou d'un ouvrage nouveau particulièrement difficile, il est clair que les enjeux stratégiques se sont déplacés. Nous reviendrons plus longuement sur ces problèmes ; il convient pour le moment d'examiner l'un des points impliqués par ces évolutions, à savoir la séparation des supports.

8. Michel VOLLE, *Économie des nouvelles technologies*, rapport pour le Commissariat général au Plan, Paris, Economica, 1999, p. 9.

9. Point mort : quantité de produits (exemplaires, par exemple) vendus à partir de laquelle une production devient bénéficiaire. Sur un graphique, le point mort est le point où la courbe des recettes coupe la courbe des coûts.

Des conséquences de la séparation des supports

D'une certaine manière, le livre connaît depuis longtemps la multiplication des supports : le même titre peut exister sous une forme luxueuse ou grand public, il peut être reproduit dans une série poche à un grand nombre d'exemplaires. Les droits peuvent être cédés à un club de grande diffusion ou pour des traductions à l'étranger. Enfin des supports plus éloignés mais plus rentables peuvent recevoir le même titre – dans le cas, par exemple, de la cession de droits pour un film ou pour une série télévisée. La réputation permet une déclinaison suivant différents centres de profit. Mais ici, un autre phénomène intervient que les producteurs de marchandises classiques connaissent également : il s'agit de la contrefaçon, connue, dans le cas du livre, sous le nom de photocopillage. Bien des choses ont été dites sur les campagnes visant à limiter ce phénomène et à préserver les droits des auteurs et des éditeurs. Nous souhaitons aborder cette question sous un autre angle : le livre comme bien collectif.

Les progrès techniques permettant la duplication bon marché ont entraîné un certain nombre de conséquences. La plus importante d'entre elles est le renforcement dans l'esprit du grand public de la représentation du savoir comme bien collectif, donnant donc droit à un accès gratuit. Si la photocopie ne vaut que 20 centimes ou même si elle apparaît comme gratuite car effectuée dans le cadre d'un organisme collectif (public ou privé), alors c'est que le livre ne « vaut rien » ou que, en tout cas, rien ne doit limiter l'accès au savoir (cet aspect semble avoir été renforcé par la large diffusion gratuite des livres scolaires qui, si elle a aidé l'intégration de plus larges couches de la population, a aussi renforcé l'idée de la gratuité du livre). Notons le paradoxe de cette revendication de l'accès à un bien collectif alors que triomphe depuis vingt ans l'individualisme le plus échevelé.

Une autre conséquence, certes moins importante mais qui concerne plus particulièrement les segments étudiés dans ce rapport, tient à la possibilité d'extraire une partie d'un livre. Pourquoi acheter 350 pages si seulement une dizaine intéressent directement le lecteur dans le cadre d'une recherche sur un thème particulier ? L'idée de « vol » est d'autant moins présente à l'esprit du photocopieur que l'objet livre lui-même est remis à sa place, rendu à son légitime propriétaire.

Enfin, la perspective d'un accès numérique total aux œuvres, qui entraînerait *de facto* un coût de reproduction potentiellement nul, provoque, notamment dans les domaines des sciences humaines et des sciences et techniques, l'attente d'une consommation *pay per view* à un prix très faible, c'est-à-dire la consultation d'une page, d'un paragraphe voire de quelques lignes pour une somme dérisoire.

Les conséquences sur les évolutions de la diffusion

Les nouvelles technologies informationnelles ont permis un meilleur suivi de la circulation des livres. Selon l'expression de l'un des éditeurs rencontrés, « aupa-

ravant on lançait les offices¹⁰ et ce n'est que six à huit mois après que l'on se faisait une idée du succès ou de l'échec d'un livre, aujourd'hui on peut suivre en temps réel la position d'un livre. » Avec des techniques d'impression qui permettent aux imprimeurs de produire un livre en deux jours, il devient inutile d'accumuler les stocks. De la même manière, les libraires disposant d'une meilleure information sur l'existant réel, des éditeurs préfèrent limiter les offices et faire plus de réassortiments. Tout cela concourt à la limitation des tirages initiaux d'autant plus que ceux-ci sont calculés sur les notés¹¹ lors des campagnes des représentants. En conséquence, l'ensemble de la profession travaille désormais en flux tendus, ce qui n'est pas sans donner un nouveau poids à la diffusion-distribution.

Inversement, la multiplication des titres bouleverse la logistique et les libraires qui ne disposent pas d'une place extensible. Leur rôle de prescripteur s'en trouve lui aussi renforcé : la mise en place des nouveautés, l'adhésion à des campagnes de promotion, les relations avec certains éditeurs jouent un rôle déterminant dans la carrière d'un ouvrage. De ce point de vue, les nouveaux circuits de distribution ne risquent pas de remplacer du jour au lendemain la distribution par les libraires. Dans un premier temps au moins, ils joueront un rôle complémentaire venant se rajouter et non se substituer aux circuits traditionnels.

10. Office ou service des nouveautés : envoi automatique et régulier des nouveautés par les éditeurs aux libraires.

11. Noté : commande prise directement auprès d'un libraire par un représentant.

L'hypothèse de départ, à savoir une baisse du tirage moyen et son influence sur le prix de vente, devait être vérifiée. Un premier travail a donc été effectué à partir des statistiques du Syndicat national de l'édition (SNE), dont nous présentons ici les résultats synthétiques. Les données complètes se trouvent en annexes. Dans un second temps, nous avons travaillé sur l'échantillon d'éditeurs pressentis.

Des hypothèses avérées

Comme dans toutes les enquêtes de branche, les modifications continuelles de champ empêchent d'avoir une vision à long terme des évolutions. Nous avons essayé dans la mesure du possible de reconstituer des séries longues, tout en sachant que chaque maniement de données est source d'erreurs potentielles. Nous avons travaillé à partir des données du Syndicat national de l'édition que nous avons recomposées pour reconstituer un cadre cohérent.

Pour cela, nous avons dans un premier temps reconstitué une série Sciences humaines et sociales excluant l'histoire, la géographie et l'ésotérisme, car il n'était pas possible d'obtenir des données homogènes sur l'ensemble de la période. En ce qui concerne les livres scientifiques, techniques et professionnels, nous avons retranché la médecine qui ne faisait pas partie du champ de l'étude.

Pour donner une idée de la difficulté de reconstituer des séries longues et de la fragilité des résultats obtenus, il faut savoir que le nombre d'entreprises prises en compte par le SNE dans son enquête sur le secteur des Sciences humaines et sociales, varie de 436 en 1989 à 375 en 1993 et 311 en 1998.

La baisse du tirage moyen

L'ensemble Sciences humaines et sociales et Sciences et techniques connaît effectivement une baisse du tirage moyen, égale à -28% pour la période 1989-1998. Pour nuancer ce qui pourrait être l'effet d'une année particulière, nous avons établi des moyennes sur trois années : la comparaison entre le tirage moyen des années 1989-1990-1991 et celui des années 1996-1997-1998 fait apparaître une baisse de -22% .

L'augmentation du chiffre d'affaires

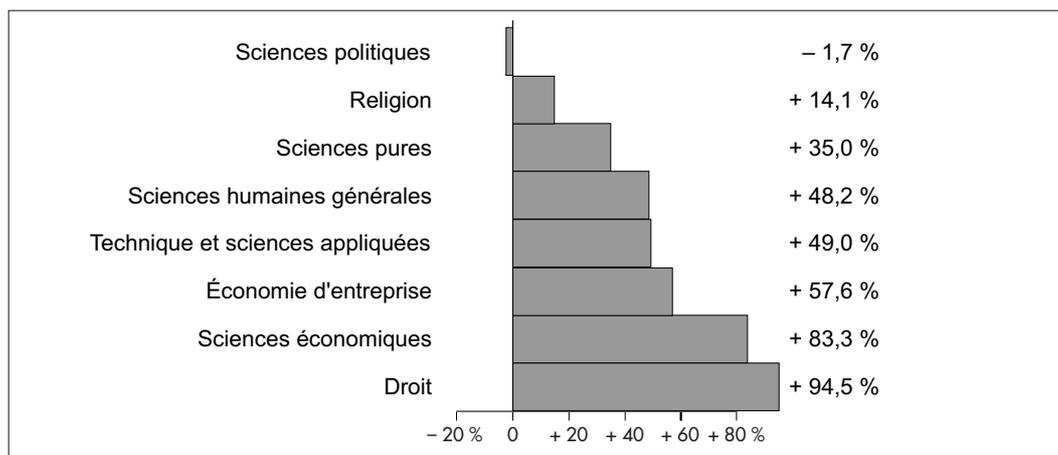
Le chiffre d'affaires total s'établit à 2 081 millions de francs en 1998, contre 1 620 millions de francs en 1989.

Sur l'ensemble Sciences humaines et sociales (SHS) et Sciences et techniques (S&T), l'augmentation du chiffre d'affaires est de 28,5 % entre 1989 et 1998. Elle est de 34,7 % pour les SHS et seulement de 13,4 % pour les S&T.

L'augmentation du chiffre d'affaires se situe à 17,5 % si l'on considère les moyennes sur trois années. Ces chiffres peuvent être décomposés suivant les périodes – l'évolution est très contrastée avec une forte augmentation (+ 28,3 %) pendant la période 1989-1993 puis une stabilité (+ 0,2 %) entre 1993 et 1998.

Les sous-segments présentent des évolutions divergentes.

Graphique 1 – Évolution du chiffre d'affaires en francs courants entre 1989 et 1998 par sous-segment



Source SNE – retraité par Xerfi.

Il convient d'être particulièrement prudent dans l'analyse des sous-segments. En effet, l'analyse de petites masses statistiques est toujours soumise à de fortes variations dues à des reclassements difficilement contrôlables.

À titre d'exemple, on pourrait s'étonner de voir le chiffre d'affaires des livres de sciences économiques faire un bond de + 76,5 % en 1993 alors même que le nombre d'exemplaires vendus régressait de 4 %. Interrogé sur ces mouvements erratiques, le responsable des statistiques du SNE confirme qu'il convient de prendre avec prudence les données sur des petits segments, alors que les grandes masses peuvent être considérées comme fiables du fait de la compensation des mouvements internes. L'ensemble des données du secteur recueillies auprès du SNE se trouve en annexe III.

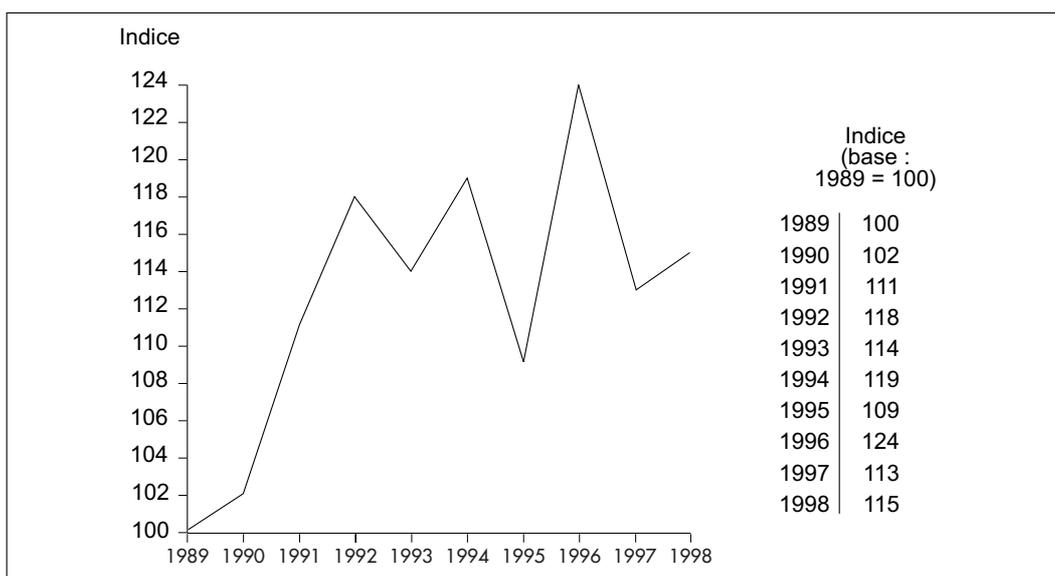
L'évolution du prix moyen

Nous ne pouvons connaître directement l'évolution des prix sur les segments considérés. Elle peut cependant être approchée par le calcul d'un prix moyen du livre, obtenu en divisant le chiffre d'affaires du secteur par le nombre de livres vendus. Durant la période, le prix moyen en francs courants est passé de 71 francs en 1989 à 82 francs en 1998, en prix de cession éditeur¹. Il convient de différencier suivant les segments : pour les Sciences et techniques, le prix moyen est passé de 86 francs en 1989 à 103 francs en 1998, soit une augmentation de 19,8 % ; pour les Sciences humaines et sociales, le prix moyen est passé de 67 francs à 77 francs, soit une augmentation de 14,9 %.

L'augmentation de 15,4 % du prix moyen sur la période, les deux segments étant confondus, est à comparer au déflateur de la consommation des ménages (+ 21,3 %) retenu par l'Insee, soit en francs constants une diminution de 4,9 %². Cela signifie que le panier moyen unitaire d'achat du lecteur de Sciences et techniques et de Sciences humaines et sociales a diminué en francs constants sur la période 1988-1998.

Toutefois, l'évolution de ce prix moyen est passée par deux périodes bien différentes. Il a connu une très forte augmentation pendant la première période (+ 19 % de 1989 à 1994), alors que dans un deuxième temps il a légèrement diminué (- 3 %).

Graphique 2 – Évolution du prix moyen en francs courants



Source Xerfi – d'après données primaires SNE.

1. Prix de cession éditeur : prix auquel l'éditeur vend l'ouvrage à l'intermédiaire suivant de la chaîne du livre (distributeur, distributeur ou détaillant). Ce prix doit être augmenté de la marge des différents intermédiaires pour arriver au prix public.
2. La légère diminution du prix moyen en francs constants alors que le tirage moyen diminuait de 28 % signifie que les éditeurs ont fortement resserré leurs marges unitaires ou que des facteurs sont intervenus pour diminuer les coûts unitaires de fabrication.

La fabuleuse augmentation du nombre de titres

En 1989, 6 657 titres ont été produits pour l'ensemble du segment. La production de titres atteint le chiffre record de 10 182 en 1998, soit une augmentation de 52,9 %. Si l'on considère la moyenne des années 1989-1990-1991 et celle des années 1996-1997-1998, l'augmentation du nombre de titres est de 40 %. Elle est plus forte en SHS : + 72,2 % (de 4 365 titres en 1989 à 7 517 en 1998) qu'en S&T : 16,3 % (2 292 titres en 1988, 2 665 en 1998).

Des écarts entre production et ventes d'exemplaires

Les ventes d'exemplaires restent relativement stables sur la période même si des variations sont remarquées d'une année sur l'autre. En revanche, les écarts entre la production et la vente connaissent d'importantes fluctuations.

Tableau 1 – Évolution des productions et des ventes d'ouvrages de SHS et S&T

en milliers d'exemplaires

	Production	Ventes	Écart
1988	31 732	31 035	697
1989	36 560	34 225	2 335
1990	38 941	33 546	5 395
1991	37 014	30 711	6 303
1992	38 086	32 127	5 959
1993	38 521	33 963	4 558
1994	35 678	29 899	5 779
1995	40 985	31 530	9 455
1996	42 901	30 718	12 191
1997	39 585	33 759	5 826
1998	37 778	31 732	6 046

Source : Xerfi d'après SNE.

La somme des écarts entre la production et la vente représente 64,6 millions d'exemplaires soit une moyenne annuelle de 5,9 millions d'exemplaires, soit encore 15,6 % de la production annuelle moyenne

Premières conclusions sur les données globales

Sous réserve de biais introduits par la reconstitution des séries statistiques³, nous pouvons caractériser la période 1988-1998 pour les segments Sciences humaines

3. D'une manière générale, quelle que soit la branche de l'industrie, la reconstitution de séries statistiques sur une longue période est un exercice périlleux. En ce qui concerne plus particulièrement les données de l'édition on peut se référer à l'article d'Hervé RENARD et François ROUET « L'économie du livre : de la croissance à la crise » in *L'édition française depuis 1945*, Pascal FOUCHÉ (dir.), Paris, Cercle de la librairie, 1998, p. 641 et sq.

et sociales (y compris religion et ésotérisme, mais hors histoire et géographie) et Scientifiques et techniques, par l'évolution des indicateurs du tableau suivant.

Tableau 2 – Évolution des principaux indicateurs – 1989-1998

	Variation 1998/1989 en %	Variation moyenne 1996-1998 / moyenne 1989-1991 en %
Chiffre d'affaires (francs courants)	+ 28,5	+ 17,5
Ventes d'exemplaires	+ 11,3	+ 4,5
Prix moyen (francs courants)	+ 15,4	+ 12,7
Tirage moyen	- 28,4	- 21,9
Nombre de titres	+ 52,9	+ 40,0

Source : Xerfi d'après SNE.

La période a connu une augmentation du nombre d'exemplaires vendus. La progression du chiffre d'affaires en francs courants est due pour un tiers à l'augmentation du nombre d'exemplaires et pour l'autre partie à la hausse du prix moyen du livre. Cette hausse du prix moyen est légèrement inférieure à la hausse générale des prix à la consommation : l'indice Insee des prix à la consommation a augmenté de 26,1 % sur la période.

Cette période est marquée par la forte baisse des tirages moyens, accompagnée d'une hausse encore plus forte du nombre de titres produits. D'une manière globale, il n'y a pas baisse de la consommation de livres, contrairement à une opinion souvent exprimée faisant référence à la crise de la lecture. Ce jugement doit cependant être nuancé en fonction des sous-segments ; il y a en effet eu des modifications importantes des centres d'intérêts des lecteurs.

La période 1993-1994 a représenté un pic favorable, tant en matière de volume vendu que d'évolution des prix ; il y a depuis une légère régression des prix. Les évolutions en ciseaux du nombre de titres et du tirage moyen correspondent à des efforts d'adaptation tant au niveau de la production que de la diffusion-distribution et de la commercialisation. L'ensemble de ces résultats est conforme à l'évolution générale de l'édition.

Une enquête aux résultats contrastés

L'échantillon constitué pour l'enquête sur l'évolution des coûts de fabrication est fort divers tant par la taille des entreprises que par leur politique éditoriale ou leur positionnement stratégique. Ainsi, la plus petite maison a réalisé 3,5 millions de francs de chiffre d'affaires en 1998, contre 679 millions de francs pour la plus grande. Certains éditeurs sont spécialisés à l'extrême sur un seul segment ou même une niche, alors que d'autres sont de grandes maisons généralistes pour qui les sciences humaines et sociales ne représentent qu'une partie du chiffre

d'affaires. Par ailleurs, le nombre réduit de sociétés sollicitées (18) et le taux de retour de l'information (56 %) entachent la représentativité de l'échantillon.

Il est bien évident dans ces conditions que les données recueillies doivent être interprétées avec la plus grande prudence, sous peine de tirer des conclusions dont les fondements seraient pour le moins hasardeux.

Données générales sur l'échantillon

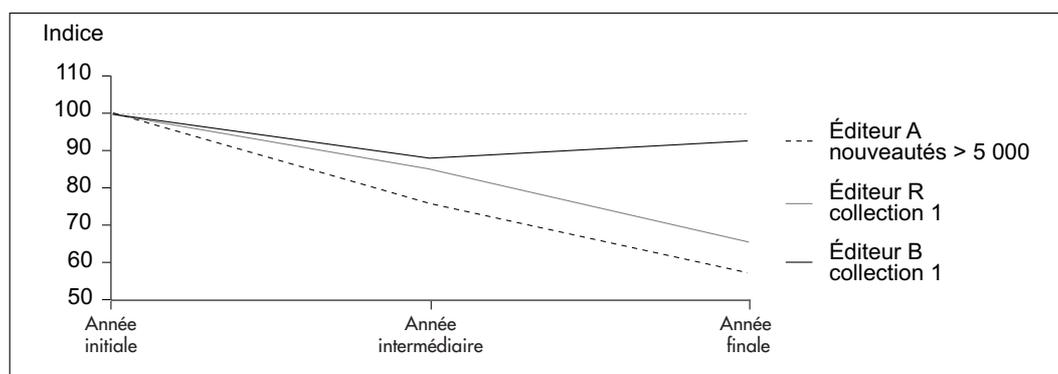
Des maisons d'édition très différentes composent l'échantillon étudié ; le classement par chiffre d'affaires est un premier indicateur de cette diversité. La notion de chiffre d'affaires est difficile à manier dans ce cadre car les maisons d'édition y intègrent des éléments différents. De plus, certaines maisons réalisent moins de 20 % de leur chiffre d'affaires dans les sciences humaines, alors que d'autres font la quasi totalité de leurs ventes sur ce segment.

Devant l'extrême hétérogénéité des résultats fournis, hétérogénéité de la quantité et de la qualité de l'information, diversité des sources et des dates, il nous a paru absurde de vouloir faire un traitement objectif de ces données car nous prenions le risque d'additionner des éléments fort dissemblables et donc de produire des résultats certes exacts, « mathématiquement » parlant, mais monstrueux par rapport à la situation de l'objet étudié. Nous avons donc fait le pari de la subjectivité, en choisissant de présenter les résultats qui nous semblaient les plus représentatifs de l'échantillon, des données générales du SNE et des informations recueillies au cours des entretiens. Ainsi, pour les différents points traités, nous présenterons trois données : une qui se situe autour de la moyenne, une au-dessus et une au-dessous. En tout état de cause, l'ensemble des chiffres peut être consulté en annexe.

Le tirage moyen

La baisse du tirage moyen sur l'ensemble du segment est de 28 % d'après les chiffres du SNE. Cette tendance générale se retrouve sur l'échantillon étudié mais avec une grande diversité.

Comme toute moyenne, le tirage connaît de fortes variations par rapport au point central. La méthode employée, consistant à suivre des collections identiques dans le temps, a introduit le biais de ne pouvoir enregistrer les changements structurels. De plus, il aurait fallu une segmentation particulièrement fine pour déterminer les segments qui connaissent les plus fortes variations. Toutefois, ces données recourent largement les informations fournies par les éditeurs : la moyenne de 30 % de baisse est admise par tous comme une bonne approximation de la période. Toutefois certaines collections résistent mieux (à titre d'exemple : l'universitaire 2^e cycle) et la baisse, qui souvent correspond à une meilleure gestion, ne dépasse pas les 10 %. D'autres collections, en revanche,

Graphique 3 – Évolution du tirage moyen

Source : Xerfi.

Sur les graphiques 3 à 9, l'année initiale est en général 1988, l'année intermédiaire en général 1993 et l'année finale en général 1998.

connaissent des chutes plus importantes de leur tirage moyen (supérieures à 50 %), du fait soit de la désaffection du public pour ce domaine soit d'une décision volontariste de réduire les tirages initiaux.

L'évolution des prix de vente

Nous avons noté une augmentation de 15,4 % du prix moyen sur la période 1989-1998, il nous a paru intéressant de vérifier si les ventes de l'échantillon se situaient dans cette moyenne. De plus, est parue récemment une étude du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) analysant le prix à la page (en francs TTC) des différentes catégories de livres. Nous avons donc décidé de suivre cette méthodologie, d'une part pour l'intérêt qu'elle apporte en effaçant les variations du nombre de pages et surtout parce que cela nous permettait de confirmer la représentativité de notre échantillon.

Pour le CFC, le prix moyen des livres de Sciences humaines et sociales se situe à 0,62 franc la page et à 0,94 franc pour les livres de Sciences, techniques et médecine. Si les prix moyens ainsi déterminés correspondent bien aux éléments révélés par l'enquête, celle-ci fait, en revanche, apparaître une légère différence par rapport à la moyenne ressortant des statistiques du SNE. En effet, le niveau de 15,4 %, représentatif de l'évolution des prix de vente apparaît dans l'échantillon comme le niveau le plus haut atteint par les collections étudiées.

Une autre différence apparaît si l'on considère cette fois-ci l'évolution générale du prix moyen. En effet, le prix moyen général pour l'édition en Sciences humaines et sociales connaît une forte poussée, jusqu'à + 23,8 %, avant de décroître jusqu'à + 15,4 %, alors que la série la plus haute de l'enquête atteint + 20 % dès 1993 et ensuite reste stable ; la série la plus basse, elle, atteint + 20 % en 1993 mais ensuite connaît une forte chute qui la ramène en dessous du niveau de 1988.

On retrouve cette tendance dans l'observation des séries de l'édition générale, encore plus accentuée, puisque le prix moyen y passe par un pic de + 45 % avant de redescendre à + 21 %.

Les années 1993-1994 semblent donc charnières par rapport à des évolutions en profondeur qui ont certainement commencé à travailler le secteur bien avant mais dont la matérialisation prend forme à cette période.

L'évolution des coûts unitaires

Nous nous trouvons ici au cœur de l'étude. En effet, il importe de savoir si la baisse des tirages moyens initiaux a entraîné une hausse proportionnelle des coûts unitaires. Trois hypothèses peuvent être envisagées :

- une hausse des prix de vente proportionnelle à l'évolution des coûts de revient,
- l'écrasement des marges du fait d'une augmentation des coûts plus forte que l'augmentation des prix de vente,
- l'apparition de gains de productivité permettant de contrecarrer les effets de la baisse des tirages moyens.

Nous verrons que les trois éléments ont joué, d'une manière certainement différenciée dans le temps et suivant les sociétés, la grande difficulté étant d'apprécier, de la manière la plus précise possible, la part de chacun. Ici plus qu'ailleurs, la faiblesse de l'information recueillie fragilise la pertinence des conclusions.

Les coûts unitaires totaux

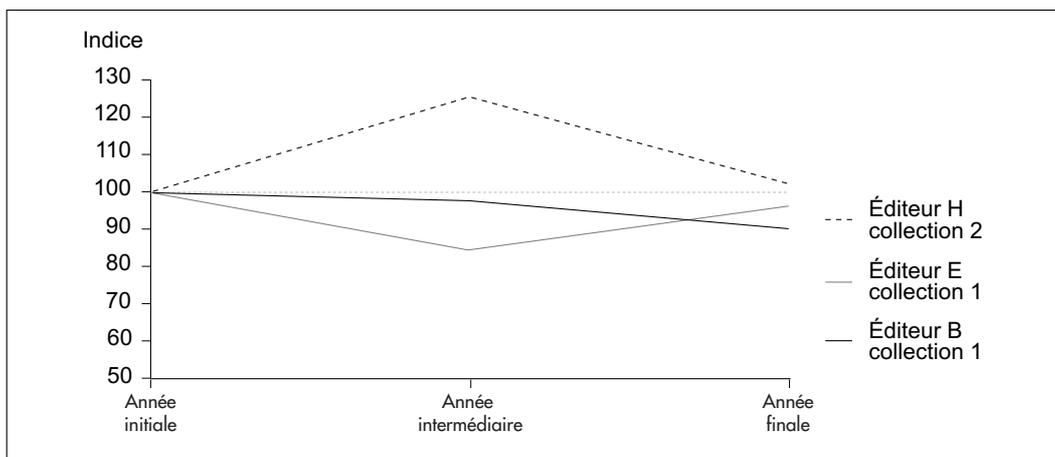
Deux éléments forts ont marqué la période et leurs effets à long terme ne sont pas encore totalement appréhendés par la profession. L'introduction massive de l'électronique et son aboutissement – la numérisation de l'ensemble de la chaîne de production – apportent un bouleversement tant dans l'organisation productive que sur les coûts de fabrication. La modernisation en amont des industries de l'imprimerie a permis à l'édition de bénéficier de conditions largement favorables dans la période, mais avec comme contrepartie une très forte concentration des imprimeurs, ce qui peut représenter à terme un risque non négligeable.

Enfin, l'évolution favorable du prix du papier a également joué, quoique d'une manière plus aléatoire ; en effet, celui-ci a toujours connu des cours erratiques et en 2000 il est reparti à la hausse.

Bien qu'avec des parcours différents, les trois courbes (graphiques 4, 5 et 6) se retrouvent, en 1998, à leur point de départ de 1988. Il serait bien sûr intéressant de savoir lequel des trois parcours est le plus représentatif de la profession mais à ce stade de l'étude nous ne pouvons répondre. Toutefois le plus important est de constater que ces trois coûts sont largement en dessous de l'indice des prix. Il nous a paru intéressant de les déflater dans un premier temps par l'indice des prix à la consommation.

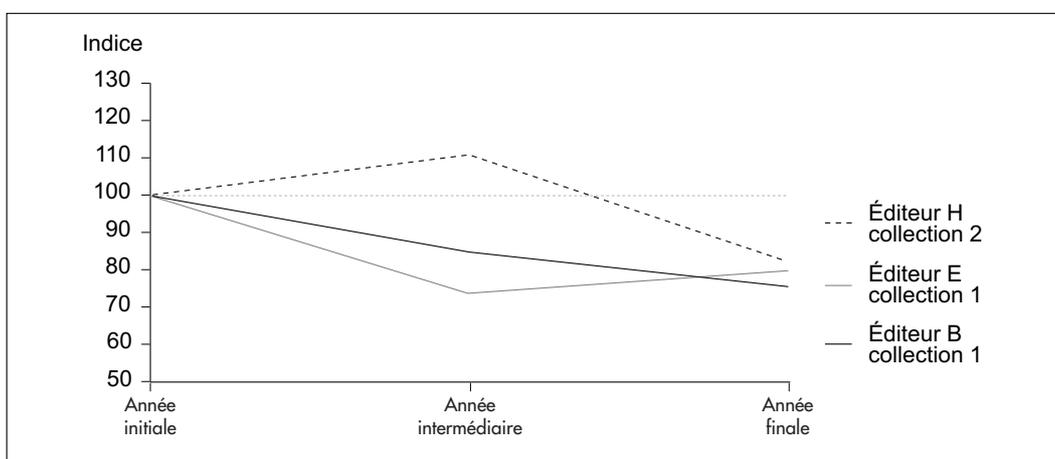
En effet, à francs constants, les coûts unitaires totaux ont chuté dans la période envisagée, ce que l'on peut constater sur le graphique 5.

Graphique 4 – Évolution des coûts unitaires totaux en francs courants



Source : Xerfi.

Graphique 5 – Évolution des coûts unitaires totaux en francs constants

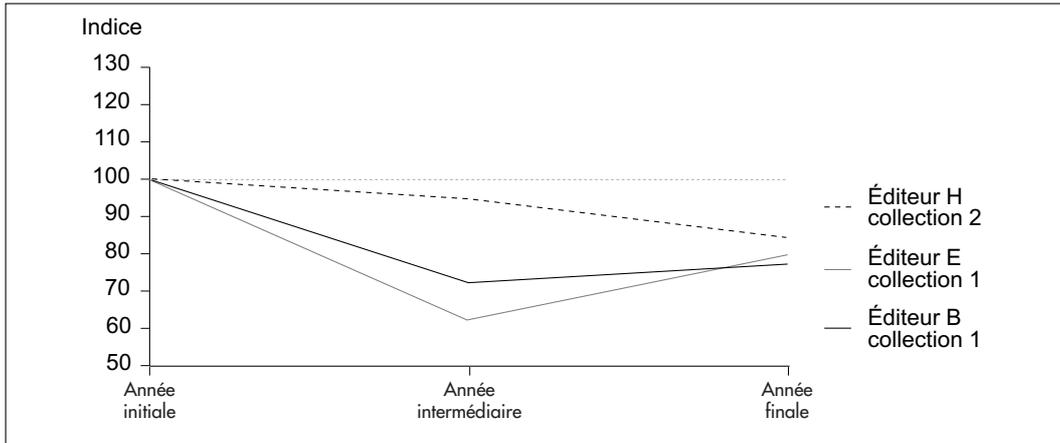


Source : Xerfi.

Cependant cette diminution des coûts en francs constants peut elle-même être comparée à l'évolution du prix moyen dans les segments SHS et S&T (graphique 6).

On peut différencier deux groupes : des entreprises dont les prix de vente ont augmenté dans un premier temps proportionnellement aux coûts, puis ont baissé, du fait des gains de productivité, mais moins que proportionnellement ; des entreprises qui, ayant très tôt bénéficié de baisses de coûts dues à des gains de productivité, les ont utilisées dans la première période à maintenir leur prix de vente dans des augmentations raisonnables, puis, dans un deuxième temps, ont rattrapé l'augmentation des prix de la profession, ce qui leur a permis d'améliorer leur marge (mesurée au niveau de la fabrication).

**Graphique 6 – Évolution des coûts unitaires totaux
(déflatés par l'évolution du prix moyen de l'édition
en SHS et S&T)**



Source : Xerfi.

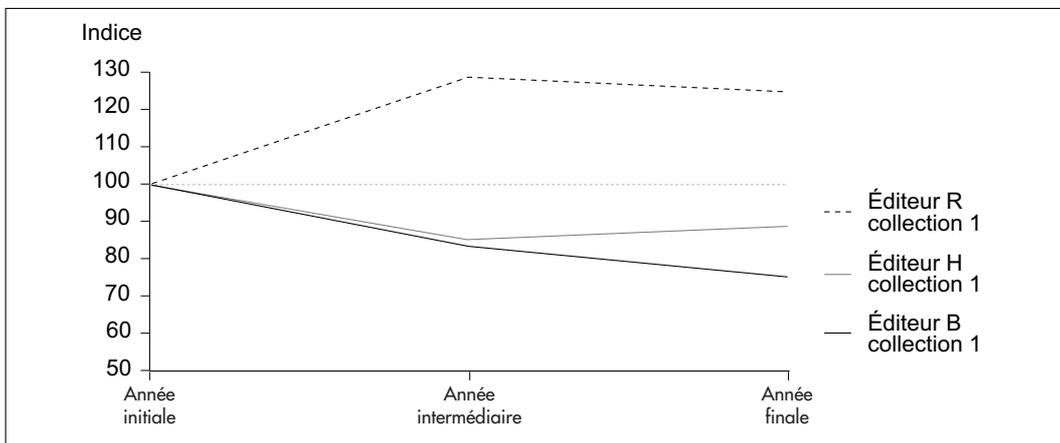
Ces hypothèses devraient se trouver confirmées par l'étude de l'évolution des coefficients, mais auparavant il nous faut décomposer l'étude du coût de fabrication entre coût fixe et coût variable.

Les coûts fixes unitaires

D'une manière générale c'est la partie qui a le plus baissé, mais là aussi de fortes nuances apparaissent suivant les collections étudiées.

Les frais fixes unitaires ont baissé de 10 à 25 % en francs courants dans la majeure partie des cas. On peut constater que pour certains ces frais augmentent proportionnellement à l'inflation ; les explications fournies par les éditeurs montrent que des gains de productivité ont été réalisés mais ont été utilisés pour enrichir les manuscrits et non pas pour réduire les coûts. Ces propos se retrouvent sou-

Graphique 7 – Évolution des coûts fixes unitaires



Source : Xerfi.

vent dans les maisons d'éditions techniques où la technologie assistée par ordinateur permet une forte amélioration de tous les schémas, graphiques et autres données techniques, mais des maisons littéraires nous ont également parlé de leur souci d'améliorer le texte comme priorité, bien avant de réduire les coûts.

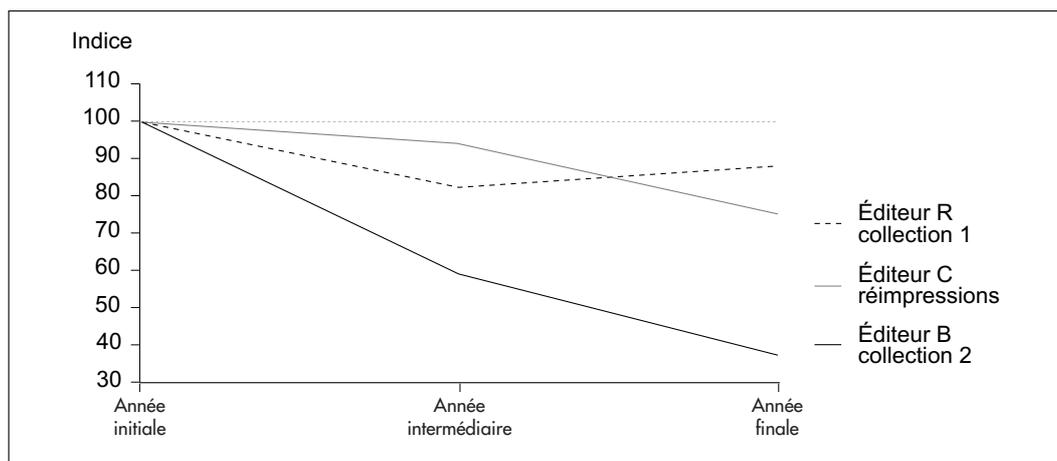
D'une manière générale, la baisse du coût de la composition est mise en avant. Les données ne sont pas tout à fait les mêmes pour les maisons qui traitent ce travail en interne et celles qui font appel à la sous-traitance. À titre d'exemple, une maison nous a expliqué que sur la période on est passé de 35 francs le mille de signes à 13 francs. Même s'il ne s'agit pas là d'une moyenne, ce chiffre nous paraît significatif car il a été mis en avant par de nombreuses personnes.

Toutefois, il est nécessaire de rappeler que, pour de nombreuses personnes rencontrées, la réalité de ces baisses de coûts doit être nuancée : une partie importante de ces coûts aurait été transférée ; c'est ainsi le cas lorsque, par exemple, on demande à un auteur de remettre une disquette respectant un certain nombre de normes.

Les coûts variables

Pour les raisons évoquées ci-dessus, les frais variables unitaires ont aussi connu une évolution favorable même si ce n'est pas dans des proportions identiques aux frais fixes.

Graphique 8 – Évolution des coûts variables unitaires



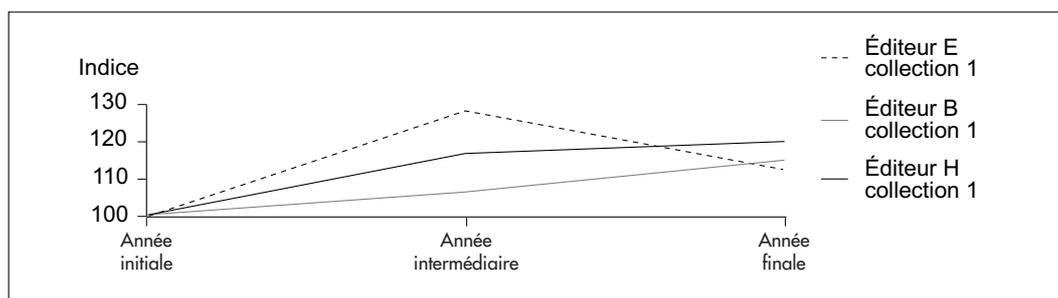
Source : Xerfi.

L'éditeur B connaît une baisse tout à fait surprenante. Nous aurions pu estimer inutile d'en tenir compte. Cependant, dans la mesure où il s'agit d'une des plus importantes sociétés du secteur, il nous a semblé important de signaler cette évolution. Les deux autres sociétés semblent plus représentatives de l'ensemble du secteur : les baisses sont de l'ordre de 10 à 20 % en francs courants.

L'évolution du coefficient

Le terme même de coefficient porte à polémique : d'une part, sa définition n'est pas exactement la même d'une maison à l'autre, mais surtout son évocation entraîne inévitablement une irritation de l'interlocuteur qui tient immédiatement à préciser que dans sa maison on ne fait pas de « politique du coefficient ». Nous prenons ici ce terme dans une acception extrêmement simple puisqu'il s'agit du rapport entre le prix de vente et le coût de fabrication matériel. Il ne comprend donc pas tous les coûts de production d'un livre et il ne s'agit pas d'en déduire une stratégie éditoriale mais simplement de constater si prix de vente et coûts de fabrication évoluent dans le même sens ou divergent.

Graphique 9 – Évolution du coefficient



Source : Xerfi.

L'amélioration du coefficient est nette pour l'ensemble des séries étudiées. Elle est due à une progression des prix de vente, combinée à une stagnation des coûts unitaires en francs courants. De ce fait, le coût strictement matériel de fabrication d'un livre est souvent en dessous de 20 % du prix de vente et doit tourner en moyenne autour de 15 %⁴. Cependant, une nuance importante doit être apportée. Tout le raisonnement ici s'est fait à partir de calcul sur les tirages et non sur les ventes. Or deux chiffres doivent attirer l'attention : nous avons déjà noté un écart entre production et vente de l'ordre de 17 % en moyenne sur la période ; par ailleurs, le taux moyen de retour sur l'ensemble de l'édition reste autour de 25 %⁵.

La baisse du tirage moyen aurait-elle pour objectif de rapprocher le tirage des ventes réelles ?

4. François Rouet, à partir d'un exemple fourni par le Syndicat national de l'édition, décompose la structure du prix de vente hors taxe d'un livre : droits d'auteur : 8,5 % ; frais de fabrication : 16,5 % ; frais éditoriaux de promotion : 5 % ; marge contributive : 15 % ; diffusion : 7 % ; distribution : 11 % ; remise détaillant : 37 %. François ROUET, *Le livre : mutations d'une industrie culturelle*, Paris, La documentation française, 2000, p. 132.

5. *Ibid.*, p. 202.

Le rapport entre le tirage et les ventes

Nous avons essayé d'approcher cette question par le coefficient de vente de la première année par rapport au tirage initial, en prenant pour hypothèse que si ce coefficient augmentait cela signifierait une meilleure gestion de la production par les maisons d'édition. Malheureusement, le taux de retour sur cette question a été le plus faible de toute notre grille d'analyse, il nous paraît donc impossible de présenter des résultats ayant une quelconque pertinence.

Deux éléments nous ont fréquemment été rapportés concernant cette question : la diminution du cycle de vie des produits et la multiplication des réimpressions à faible tirage, ce qui augmente le coût moyen total d'un tirage du fait des frais fixes de réimpression.

Premières conclusions concernant les résultats de l'enquête

Les hypothèses émises se trouvent pleinement confirmées. Cependant des nuances doivent être apportées.

La baisse du tirage moyen est bien conforme aux hypothèses de départ mais de grandes différences existent entre les maisons et entre les segments. Une analyse plus fine par sous-segments s'avérerait nécessaire pour comprendre toutes les évolutions.

Le prix de vente se retrouve en fin de période exactement au même niveau que l'indice général des prix. Il convient, toutefois, de distinguer une première période avec une forte hausse des prix puis une nette décélération,

Les forts gains de productivité ont permis la décélération des coûts unitaires, notée précédemment, et même dans la plupart des cas une progression du coefficient de fabrication. Toutefois les gains de productivité ont pu être utilisés, soit pour une amélioration substantielle du produit final, soit pour une reconstitution des marges, soit pour stabiliser, voire diminuer les prix de vente. Une combinaison de ces trois éléments a également pu être appliquée par certains éditeurs.

Les gains de productivité proviennent principalement de l'introduction des nouvelles technologies et la numérisation de la chaîne de production n'a pas encore fait sentir tous ses effets.

Les rapports de négociation dans la période ont été plutôt favorables aux éditeurs face aux imprimeurs ; la forte concentration intervenue dans l'imprimerie laisse à penser qu'il n'en sera pas toujours ainsi.

CHAPITRE II

Typologie des représentations

Ce chapitre est une synthèse de la série d'entretiens effectués auprès de responsables de maisons d'édition, afin de recueillir leur perception de l'évolution des coûts et plus généralement de leur métier.

L'interdépendance des différents éléments constituant le métier d'éditeur nous a amenés à élargir le champ de nos investigations. En effet, si nous prenons, par exemple, la question de la baisse du tirage moyen, il est déterminant, pour comprendre les causes de cette baisse, de saisir la relation entre le libraire et l'éditeur. En effet, ce dernier va tenir compte, entre autres éléments, des notés enregistrés auprès des libraires pour déterminer son niveau de tirage.

Ainsi, en plus des responsables des maisons d'édition et de leurs chefs de fabrication, il nous est apparu nécessaire de rencontrer l'ensemble des acteurs de la chaîne du livre : de l'imprimeur au libraire, en passant par le diffuseur et le bibliothécaire, sans oublier le personnage central du métier, l'auteur. Au total, 39 personnes, exerçant sur les différentes parties constitutives de l'offre d'un livre, ont accepté de répondre à nos questions.

Nous avons déjà souligné l'impression de diversité qui saute aux yeux dès que l'on entre dans les maisons d'édition : quel rapport entre la petite maison spécialisée sur une niche technique où le directeur donne un coup de main pour faire les paquets d'expédition et la grande maison de renommée internationale où l'on rencontre la fine fleur de l'intelligentsia française ? Cette diversité nous a amenés à prendre comme méthode de travail une classification se rapprochant de la représentation adoptée dans le chapitre précédent : présenter l'opinion moyenne et l'encadrer par les opinions extrêmes pour bien situer les zones de divergences. Dans certains cas, quand nous estimons posséder des éléments pouvant éclairer les termes du débat, nous accompagnons les perceptions des éditeurs de nos propres commentaires.

Bien qu'il s'agisse d'indicateurs très grossiers pour estimer la bonne santé d'une entreprise, il nous est apparu intéressant de constituer un tableau de l'évolution des chiffres d'affaires et du taux de résultat moyen sur la période 1994-1998. On peut en effet penser qu'une entreprise qui a de bons résultats aura une perception plus optimiste de la période qu'une entreprise dont les résultats sont négatifs.

Tableau 3 – Évolution du chiffre d'affaires et taux de résultat net moyen des sociétés de l'échantillon¹

Sociétés	Variation du chiffre d'affaires 1998/1994 en %	Taux de résultat net moyen 1994-1998 en % du chiffre d'affaires
1	- 10,0	- 1,5
2	- 61,0	- 4,8
3	18,0	19,8
4	- 25,0	0,8
5	- 18,0	0,9
6	- 0,7	4,0
7	3,6	6,8
8	26,2	7,3
9	12,0	- 8,8*
10	25,0	1,3
11	19,0	- 2,1
12	58,0	14,5
13	34,0	2,3
14	- 3,0	- 1,5
15	- 9,3	1,5

* 1994-1997.

Ce tableau fait apparaître de fortes divergences d'évolution. Il convient de rappeler pour apprécier ces chiffres que d'une part nous avons un échantillon constitué d'entreprises évoluant sur des secteurs très divers ; certaines sont proches de 100 % sur les segments Sciences humaines et sociales ou Sciences et techniques, d'autres ne font qu'une partie de leurs chiffres d'affaires sur ces segments ou même s'en sont quasiment retirées. De plus, les restructurations qui ont eu lieu dans la période ont modifié le périmètre des chiffres d'affaires, ce qui rend les comparaisons encore plus délicates. Rappelons enfin que entre 1994 et 1998 le chiffre d'affaires global des segments considérés a stagné.

Source : Xerfi d'après Diane.

La première perception que l'on peut avoir du secteur est l'image renvoyée par la profession d'une « crise des sciences humaines », dont le symptôme éclatant est la baisse du tirage moyen. Notre étude portant sur la période 1988-1998, il nous était matériellement impossible d'explorer plus avant dans le passé pour savoir s'il avait existé auparavant un « âge d'or » qui aurait disparu, laissant le secteur en plein désarroi. Heureusement, une étude effectuée par le BIPE en 1991 permet, dans une certaine mesure, de remonter sur une plus longue période. Étant donné l'importance de cette question, nous nous permettrons de citer quelques lignes de l'étude du BIPE :

« Face à un concept aussi flou que celui des SHS, l'estimation du chiffre d'affaires de ce secteur de l'édition, sur la base des entretiens réalisés avec les responsables des principales maisons, est un exercice périlleux. Et vouloir reconstituer, en partant de la même méthodologie, des séries historiques serait, en tout état de cause,

1. Ces données intègrent les changements de structure, ainsi que pour certaines maisons des activités non éditoriales, ce qui rend toute comparaison difficile.

vain. Pourtant si l'on considère le secteur de l'édition en SHS dans son sens le plus large, rien ne permet de croire ni à un effondrement, ni à un recul sensible du marché.

L'étude des données du SNE ferait plutôt apparaître une grande stabilité du chiffre d'affaires sur longue période (1975-1985) et une progression sensible au cours de ces quatre dernières années². »

Nous avons également complété, pour les années les plus récentes, le tableau établi par le BIPE concernant l'évolution du chiffre d'affaires de l'édition en sciences humaines comparé à celui de l'édition en général.

Tableau 4 – Évolution du chiffre d'affaires de l'édition de SHS et du total de l'édition (en francs constants)

	1975	1980	1985	1988	1993	1998
SHS	100,0	103,4	98,9	126,1	151,2	140,7
Total édition	100,0	107,1	95,6	106,0	115,6	101,3
Base : 1975 = 100.						

en indice

Source : SNE – traitement Bipe pour la période 1975-1988 ; traitement Xerfi pour la période 1988-1998.

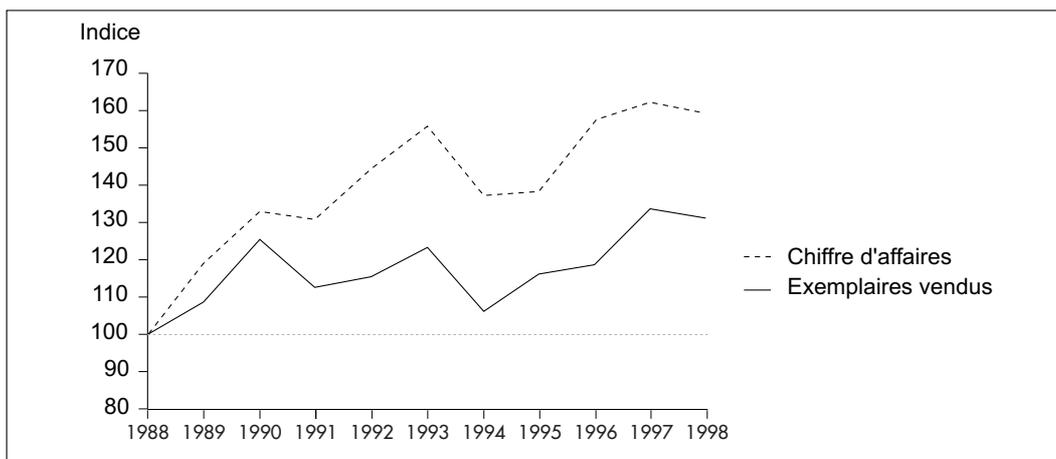
Nous reprenons à notre compte l'expression « d'exercice périlleux » en ce qui concerne la reconstitution de séries longues. Toutefois, avec la réserve toujours nécessaire dans le traitement de l'information, nous percevons bien qu'il y a entre 1985 et 1998 des mouvements de grande ampleur dans le secteur des SHS, allant dans le même sens que l'édition en général mais beaucoup plus accentués. Nous avons pu détailler ces mouvements pour la période 1988-1998, ce que synthétise le graphique 10 page suivante.

Les évolutions en termes de chiffre d'affaires et de ventes d'exemplaires sont importantes. Il est possible de distinguer trois sous-périodes :

- entre 1988 et 1990, l'évolution est parallèle entre le chiffre d'affaires et les ventes d'exemplaires ;
- entre 1990 et 1994, il y a un net décrochage entre l'évolution du chiffre d'affaires et l'évolution des ventes d'exemplaires, ce qui laisse supposer une forte poussée des prix ;
- à partir de 1995, il y a une nouvelle stabilisation ; l'hypothèse est, cette fois, d'une légère baisse des prix, sauf en 1996 où l'on constate une forte poussée.

2. Marc MINON, *L'état de l'édition en sciences humaines et sociales*, Cahiers de l'économie du livre, n° 4, Observatoire de l'économie du livre, Groupe des éditeurs en sciences humaines et sociales, Ministère de la culture et de la communication et des grands travaux, Cercle de la Librairie, Paris, 1991, p. 33.

Graphique 10 – Évolution comparée du chiffre d'affaires et des exemplaires vendus en SHS (hors histoire et géographie)



Source : Xerfi d'après SNE.

Ce sont des interrogations sur ces évolutions qui se retrouvent dans les différentes perceptions des éditeurs que nous avons rencontrés, la première interrogation portant sur la définition du secteur.

Définition technique et commerciale du secteur

Tous les éditeurs que nous avons rencontrés ont commencé par nous donner leur définition des Sciences humaines et sociales. Derrière toutes les difficultés techniques à établir un champ – quel que soit le domaine industriel étudié –, se cachent bien souvent, en fait, des enjeux de stratégie industrielle. Nous avons ainsi pu noter deux réponses diamétralement opposées à la demande d'une définition du champ de l'édition de sciences humaines : une définition « orthodoxe », et une définition « pragmatique ».

Les orthodoxes ont une idée très arrêtée de ce qu'il faut entendre par SHS. Ils se rapprochent de ce que le BIPE avait appelé le noyau dur des SHS. On trouve là une conception « scientifique » qui réserve le label Sciences humaines et sociales à des ouvrages spécialisés, s'inscrivant dans une démarche pédagogique et/ou une recherche de haut niveau. Ces éditeurs n'acceptent dans le champ des sciences humaines que les livres destinés à l'enseignement universitaire, et les ouvrages de recherche scientifique.

Pour les pragmatiques, ce sont les libraires qui définissent le secteur. À titre d'exemple, un éditeur va jusqu'à dire : « Ce que la Fnac met dans ses rayons Sciences humaines et sociales, c'est cela qui compte car c'est là que va le client. »

Au-delà des débats quasi théologiques pour savoir quelle est la bonne définition des SHS, il importe ici de pointer deux démarches stratégiques différentes entre ceux qui ont une politique d'offre, tenant à leur fonds, à leur image de marque

et à leurs convictions éditoriales, et ceux qui sont plus sensibles à l'évolution du marché et qui s'adaptent à une demande de plus en plus mouvante.

Rappelons que nous avons adopté pour les données générales une définition très large, n'impliquant de notre part aucun parti pris, mais répondant à des impératifs techniques d'homogénéité des séries statistiques.

Parmi les questions qui sont revenues à de très nombreuses reprises, il faut attirer l'attention sur la segmentation des marchés auxquels s'adressent les ouvrages de SHS. Olivier Godechot³ distingue quatre types d'ouvrages et leur tirage :

- « académique » 500-2 500
- « intellectuel » 2 500-6 000
- « médiatique » 10 000 et plus
- « classiques en poche et parascolaire » 10 000-30 000

Comme précédemment, il n'est pas dans notre propos de proposer la meilleure segmentation possible, mais simplement de remarquer que la définition de ces différents marchés a des implications immédiates sur les coûts de fabrication.

À titre d'illustration, nous pourrions prendre l'exemple de deux ouvrages dont les frais fixes sont de 50 000 francs, mais dont l'un est vendu à 500 exemplaires et l'autre à 50 000. Le premier supporte des frais fixes unitaires de fabrication de 100 francs et l'autre de 1 franc. On comprend tout de suite que ces deux livres ne se situent pas dans la même économie, les modes de production de ces ouvrages étant totalement différents. Sans avoir pu approcher la notion de noyau dur telle que la définit l'étude du BIPE, il nous est apparu évident que les conséquences d'une baisse du tirage moyen de 30 % n'étaient pas les mêmes pour une collection tirée à 500 exemplaires et pour une tirée à 5 000.

La baisse du tirage moyen

Nous avons vu que cette baisse est importante : 30 % sur la période étudiée. Mais elle est également différenciée suivant les segments et les entreprises, ce qui veut dire que certains marchés connaissent des baisses inférieures à 10 % alors que d'autres voient leurs tirages diminuer de moitié.

Perception de cette baisse

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, et personne ne peut contester la baisse des tirages moyens. Cependant, la perception de cette baisse est tout à fait différente selon les éditeurs. D'ailleurs certains éditeurs affirment que leur marché résiste bien (voire augmente pour certains), et ne se sentent, par conséquent, pas concernés.

3. Olivier GODECHOT, « Le marché du livre philosophique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 130, décembre 1999.

Parmi les éditeurs confrontés à une baisse des tirages moyens, on peut identifier quatre situations.

Les uns subissent de plein fouet la perte de marchés, voient des collections décliner, des secteurs entiers de leur production sinistrés. Pour eux, la baisse des tirages moyens est la principale cause des difficultés de leur société,

Pour d'autres, la baisse du tirage moyen est une politique volontariste d'adéquation des tirages aux ventes, ce qui leur évite des stocks lourds. Ils ont choisi d'adapter l'offre à la demande grâce à un appareil de production très flexible permettant de répondre immédiatement à une forte demande sur un titre qui marche.

Pour d'autres encore – les plus nombreux –, il s'agit d'une adaptation à un marché très différent de ce qu'il était il y a dix ans. Pour eux, le vrai problème c'est de savoir bouger très vite : « Si la chimie ne marche plus et que les sciences de la vie décollent, il faut changer son fusil d'épaule, pourquoi s'entêter ? »

Les derniers font de la possibilité technique de rentabiliser des petits tirages, voire des microtirages une occasion favorable leur permettant d'exploiter de nouvelles niches de marchés.

D'une manière plus générale, certains éditeurs ont une représentation de leur secteur, et même plus globalement de l'édition, comme étant en crise. Les arguments avancés sont la « crise du lectorat », le fait que « les étudiants ne lisent plus », la « crise des sciences humaines », la « disparition des maîtres penseurs », la « disparition des grands débats idéologiques ».

Tous ne partagent pas ces propos alarmistes. Des éditeurs estiment que ce n'est pas une crise : « Les gens ne lisent pas moins, ils lisent différemment. » Il s'agirait alors d'une mutation dont les éléments constitutifs sont :

- le *zapping*, avec des changements très rapides des centres d'intérêt ;
- l'éclatement et la fragmentation des centres d'intérêt : les lecteurs se tournent vers l'hyper-spécialisation, et il deviendrait de plus en plus difficile de fédérer de larges lectorats ;
- la modification du public des acheteurs : s'il y a moins d'étudiants qui achètent, il y a, en revanche, de plus en plus d'institutionnels, mais aussi un public « d'honnêtes hommes » qui veulent garder un contact avec la culture ;
- un basculement entre tirage moyen et nombre de titres : s'il y a bien baisse du tirage moyen, il y a, d'un autre côté, augmentation des titres ; l'un compense l'autre ⁴ ;

4. Tous les éditeurs nous ont affirmé de multiples fois qu'il y avait compensation entre la baisse du tirage moyen et l'augmentation du nombre de titres. Une fois de plus, l'écart entre la perception et la réalité est important puisque, comme nous l'avons vu, le chiffre de l'augmentation du nombre de titres est quasiment le double de celui de la baisse des tirages moyens. Cet écart entre perception et réalité se retrouve également quant à la connaissance qu'ont les éditeurs de leur propre maison ; nous avons pu constater de nombreuses fois que des affirmations péremptoires étaient contredites par les chiffres communiqués par la suite.

- des modifications profondes de centres d'intérêt : il y a eu une baisse réelle de l'histoire comme discipline mais d'autres domaines se développent. Il y aurait ainsi d'un point de vue éditorial un véritable « cycle de vie » des disciplines.

Les réponses recourent, évidemment, pour partie le positionnement stratégique des différentes maisons. Il faut distinguer les éditeurs qui sont restés spécialisés sur le noyau dur des sciences humaines, le segment « académique » évoqué par Olivier Godechot, et les maisons plus généralistes qui tendent à éditer des ouvrages plus « médiatiques », et disposant de plus de marges de manœuvre pour s'adapter.

Cette vision éclatée de la réalité de la baisse du tirage moyen se retrouve quand on aborde les causes de cette baisse.

Les causes de la baisse du tirage moyen

Les causes évoquées pour expliquer la baisse du tirage moyen sont nombreuses. Nous avons essayé de les regrouper en quelques grandes catégories, sans pour autant avoir la prétention d'être exhaustifs.

Différentes causes liées à l'offre ont été mises en avant par nos interlocuteurs :

- le mimétisme concurrentiel : dès qu'un sujet est vendeur, les ouvrages se multiplient sur le même thème ;
- l'épuisement des grands débats et des grands centres d'intérêt : la disparition des « grands maîtres » qui jouaient le rôle de locomotive, l'obsolescence des fonds liés au marxisme, au structuralisme et à la nouvelle histoire, la diminution des livres de « rupture », le faible nombre de livres originaux (les livres qui présentent une pensée originale, eux, marchent bien) ;
- les évolutions technologiques : quel intérêt de faire des grands tirages qui restent en stock alors que les réimpressions sont maintenant plus faciles pour des tirages moyens ? Il est désormais possible de tirer plus court, alors qu'avant, la tentation était grande d'augmenter le tirage pour faire baisser le coût unitaire de production, avec le risque de rester avec des stocks importants ;
- les prix : certains éditeurs ont souligné les problèmes de prix, notamment pour les livres autour de 150 francs qu'ils considèrent comme un secteur sinistré ; mais d'autres éditeurs estiment que le prix n'est pas un problème car il existe une catégorie de lectorat à haut revenu qui est capable de payer cher un livre de qualité.

Par ailleurs, les libraires se sont plaints de la multiplication des titres. Ils connaissent moins bien les ouvrages qui leur sont présentés en trop grand nombre ; aussi sont-ils d'une grande prudence en ce qui concerne les notés. La baisse des notés entraîne automatiquement la baisse des tirages initiaux qu'ils contribuent de façon importante à déterminer.

Bien peu d'éditeurs remarquent que les problèmes qu'ils rencontrent sont semblables à ceux observés dans de nombreux secteurs industriels : une gamme de produits arrivant à maturité, puis entrant dans une phase de déclin après avoir

connu une période de fort développement ; un raccourcissement des cycles de vie des produits ; une fragmentation de la demande, l'attente d'une plus grande diversité d'offre, des demandes plus singularisées ; une production en petites séries et en flux tendus.

Finalement, revient cette question lancinante : la revendication de la part de la plupart des éditeurs d'une « exception culturelle » leur permet-elle d'échapper complètement aux grandes évolutions de l'industrie et de la demande ?

Parmi les causes évoquées par les éditeurs, d'autres apparaissent liées à la demande. Nous avons déjà souligné les arguments imputant à la baisse du lectorat les difficultés des secteurs SHS et S&T. Cependant, il est utile de rappeler que le nombre d'exemplaires vendus est en augmentation de 11 % sur la période. De plus, si l'on veut parler du lectorat, il faut également inclure les prêts en bibliothèque. Certes, ces prêts ne font pas des acheteurs, et de plus, la directive européenne sur les droits de prêt n'est pas encore appliquée en France, alors qu'elle fait l'objet d'un vif débat dans la profession et dans l'opinion, ce qui prive auteurs et éditeurs d'une juste rémunération. Mais il est contradictoire d'avancer l'argument d'une « crise de la lecture » alors que le nombre d'exemplaires vendus et les prêts en bibliothèque augmentent ⁵ !

Selon de nombreux éditeurs, les Français auraient tendance à considérer le livre comme un bien gratuit. Cela s'expliquerait par la gratuité des livres au collège, qui dévalorise l'objet-livre, le prêt en bibliothèque ⁶, le photocopillage ⁷ ; une étude en cours du CFC doit estimer le nombre de copies faites dans les Universités qui seraient de plusieurs dizaines de pages par étudiant.

Dans le même ordre d'idée mais en approfondissant la réflexion, il nous paraît utile de retranscrire la vision de Jean Lissarrague notant une évolution de la possession à l'usage :

« Pour le livre, une tendance semble se dessiner. Elle se dessine d'autant plus nettement que certains facteurs qui favoriseraient la possession disparaissent. En particulier les symboles de distinction, de qualité, les signes de savoir que véhiculait le livre s'effacent progressivement. Il est loin le temps où l'on faisait relier tout ou partie de sa bibliothèque. Il est révolu le temps où notaires, avocats, médecins, notables achetaient ces grandes collections de classiques imprimées avec soin ou ces ouvrages d'apparat richement illustrés par des artistes en vogue et somptueusement reliés. Il a disparu le temps des *ex libris*, des tirages de tête sur grands papiers, des ouvrages truffés, des bibliophiles méticuleux et des bibliomanes maniaques. Le livre n'est plus un décor enviable, le symbole d'une culture, d'une manière d'être et de penser. Il doit faire la preuve de son utilité. On le juge à

5. Les prêts des bibliothèques municipales sont passés de 59 millions d'ouvrages en 1980 à 145 millions en 1996. Jérôme LINDON, « De l'édition sans éditeurs », *Le monde*, 9 juin 1998, p. 15.

6. Dans le même temps les éditeurs se plaignent du manque de crédits des bibliothèques.

7. Le photocopillage bénéficie d'un effet de ciseau ; d'un côté le prix du livre augmente, de l'autre le prix de la photocopie baisse. Le phénomène est d'autant plus marqué pour certains livres très chers notamment en Sciences et techniques où parfois le lecteur n'est intéressé que par un chapitre particulier. Ce secteur est également fortement concurrencé par les banques de données, ainsi que, pour certains domaines, par l'internet où le lecteur peut trouver des articles correspondant à sa spécialité.

l'aune du rapport qualité-prix et on le met en balance, en concurrence avec d'autres produits⁸. »

On rejoint ici une évolution beaucoup plus globale qui conduit à une séparation de plus en plus complète entre le contenu et le contenant (entre le support et l'information). Le livre connaît depuis longtemps la pratique des produits dérivés : traduction, livres de poche ou adaptation au cinéma. Cette pratique a été poussée à la limite de sa logique par des sociétés comme Walt Disney dont la stratégie intègre tous les aspects d'un produit culturel : film, livre, vidéocassette, disque, tee-shirt, jouet, cédérom... C'est une stratégie, efficace, de déclinaison d'un même contenu sur différents supports, dont la contrepartie est de ramener le livre à n'être qu'un support parmi d'autres. Dès lors, l'accent est mis plus sur son usage que sur sa possession⁹.

Les conséquences de la baisse du tirage moyen et de l'augmentation du nombre de titres

La baisse du tirage moyen ne peut être dissociée de l'augmentation du nombre de titres, sans que l'on sache précisément s'il y a un rapport de cause à effet entre les deux. Comme nous l'avons souligné, l'augmentation du nombre de titres fait plus que compenser la baisse du tirage moyen et le nombre d'ouvrages vendus a augmenté pendant la période.

Si l'on peut constater un élargissement de l'offre culturelle, indépendamment des jugements de valeurs nécessairement subjectifs, il est nécessaire de prendre en compte la complète réorganisation de toute la chaîne éditoriale que cela implique. En effet, produire 10 livres à 10 000 exemplaires n'équivaut pas à produire 100 livres à 1 000 exemplaires.

Un inventaire non exhaustif révèle la multiplicité des charges :

- frais d'approche de l'auteur, frais de contrat,
- frais généraux (comptabilité, secrétariat...)
- frais de composition et de correction,
- coûts de calage, gâche,
- frais de stockage,
- frais de promotion, service de presse,
- frais de diffusion, de distribution, de mise en place par le libraire, etc.

8. Jean LISSARRAGUE, « Quels lendemains pour le livre ? », *in Esprit*, octobre 1997, p. 216.

9. Dans une rétrospective beaucoup plus large, Michel Prigent, président du directoire des PUF, évoque la révolution éditoriale des années 1960-1970 : « Tous les acteurs sont donc en place pour une révolution éditoriale : les auteurs, les lecteurs, les médiateurs, les éditeurs, chacun participe à cette aventure qui coïncide économiquement avec une phase de croissance et de désenclavement de la France. Cette dynamique fonctionne pendant une vingtaine d'années... Cette période est celle d'une augmentation simultanée du nombre de titres publiés, du tirage de chacun de ces titres, d'une montée en puissance des poches, d'une création continue des collections dans tous les domaines du savoir. Cette période est surtout pour toute une génération et sans doute au-delà, celle d'une lecture passion. L'achat d'un livre n'est pas le résultat d'un calcul d'intérêt. Il est l'expression d'une spontanéité. Il ne s'agit pas de répondre à un besoin, mais de satisfaire un désir. Autant qu'un objet de savoir, un livre est un objet de plaisir. » Michel PRIGENT, « Édition de savoir : pour une lecture critique de la crise », *in Revue administrative* n° 301, janvier-février 1998, p. 188.

À structure productive (organisationnelle et technique) identique, la hausse des coûts entraînée par la baisse des tirages initiaux serait de l'ordre de 15 % (en francs constants). Il a donc fallu réorganiser la fabrication pour absorber ces hausses. Plusieurs facteurs sont intervenus pour permettre la maîtrise de ces coûts. Le plus important est l'apport des nouvelles technologies, mais la réorganisation des rapports avec les fournisseurs, notamment les imprimeurs, et une meilleure circulation de l'information ont également joué.

La baisse des tirages et la multiplication des titres entraînent une réorganisation de la distribution-diffusion. Tous les acteurs de la chaîne doivent en effet faire des efforts plus importants pour s'adapter aux nouvelles conditions de l'offre. Certains éditeurs accusent même les distributeurs-diffuseurs d'être les grands gagnants à ce petit jeu qui multiplie les voyages du livre. Ce serait, selon eux, un facteur déterminant dans la multiplication des titres. Il ne nous a bien sûr pas été possible de vérifier ces propos très polémiques.

Il est, en revanche, certain que la multiplication de l'offre conduit à de nombreuses modifications en aval. Maîtriser la masse des nouveautés constitue une difficulté pour le libraire, d'autant que son espace n'est pas extensible. Il y a une offre croissante de titres pour un même lectorat, qui se voit de plus en plus proposer des ouvrages directement en concurrence (ce que les Anglo-saxons appellent l'effet *me-too*, c'est-à-dire « moi aussi je publie un titre sur le sujet »). Enfin, la pensée apparaît éclatée dans un nombre plus important de spécialités, les replis identitaires correspondant plus profondément à un éclatement du social en de multiples « tribus » suivant le terme employé par des sociologues¹⁰.

Plusieurs éditeurs notent que la baisse des tirages, adaptée à l'évolution des ventes, aurait dû entraîner la baisse des stocks. Or rien n'indique que cela ait été le cas ; l'écart entre production et vente reste de 15,6 % sur la période et il ne s'est pas résorbé.

Il est vrai que tous les exemplaires produits ne sont pas vendus dans l'année et que les livres de SHS ont une durée de vie qui dépasse plusieurs exercices. Néanmoins, les comptes des sociétés ne font pas apparaître une baisse sensible des stocks, bien au contraire. Ils atteignent même des niveaux préoccupants dans plusieurs sociétés d'édition.

Si l'augmentation du nombre de titres est indéniable, les stratégies des éditeurs peuvent être très différenciées. Une position extrême est celle de maisons qui cherchent à réduire leur nombre de titres, car pour elles la multiplication des titres a pour conséquence un manque de visibilité et donc une forte augmentation des retours. *A contrario*, certaines maisons comme L'Harmattan souhaitent occuper le terrain de la recherche universitaire ; cela se traduit par une politique inflationniste de publication de nouveaux titres, et une forte baisse du tirage moyen (le point mort se situerait en dessous des 300 exemplaires vendus).

10. Voir Michel MAFFESOLI, *Le temps des tribus*, Paris, Le livre de poche, 1991, ainsi que, du même auteur, *L'instant éternel, le retour du tragique dans les sociétés postmodernes*, Paris, Denoël, 2000.

Ainsi la baisse du tirage moyen, alliée à une forte augmentation du nombre de titres, pousse la profession à une profonde réorganisation. Cette réorganisation n'est pas sans conséquences sur les coûts de production.

L'évolution des coûts de fabrication

Pour tous les éditeurs, la perception de la baisse des coûts unitaires est réelle et sensible. Le sentiment général est que, sans cette baisse des coûts, tant l'édition de Sciences humaines et sociales que celle de Sciences et techniques auraient eu beaucoup de mal à survivre. La meilleure illustration de cette bouffée d'oxygène apportée par les gains de productivité est la sensible amélioration du coefficient.

Même si cet indicateur est grossier, même si les résultats sont différenciés suivant les éditeurs, il n'empêche que le différentiel d'évolution entre les prix de vente et les coûts de fabrication est de l'ordre de 15 à 20 %. Cependant, au-delà de cette constatation globale, les différences de perception restent notables d'une maison à l'autre.

Sur la perception des baisses des coûts

Le sentiment général qu'il y a eu une baisse des coûts donne, cependant, lieu à des discours très différents : pour certains, la baisse est de 10 % sur la période ; d'autres indiquent des baisses allant jusqu'à 40 % – certains coûts, comme la saisie, étant divisés par trois.

Chacun a des chiffres pour illustrer la baisse : le mille de signes est passé de 40 francs à 15 francs, le coût du papier a diminué de 25 % ; pour certains, la facture de l'imprimeur a baissé de 40 %.

Il se dégage de tous ces discours un sentiment de malaise. La réalité de la baisse des coûts n'est pas remise en cause, mais on a plutôt l'impression diffuse que les éditeurs ne maîtrisent pas vraiment leurs coûts, d'autant que les chiffres qui nous ont été fournis par la suite contredisaient parfois leurs déclarations spontanées.

De plus, les documents fournis n'étaient pas homogènes dans le temps au sein d'une même maison, ce qui rendait extrêmement difficiles les comparaisons, d'autant que, souvent, le départ à la retraite d'un chef de fabrication laissait un grand vide dans la mémoire industrielle de la maison d'édition. Autrement dit et pour le dire d'une manière peut-être un peu directe mais qui illustre parfaitement la situation : aucun éditeur ne semblait avoir un tableau de bord, même extrêmement simplifié, de suivi des différentes composantes de ses coûts de fabrication.

Ce sentiment est renforcé par l'étonnement de la plupart de nos interlocuteurs face à l'objet même de l'étude. D'une manière générale, la question posée n'apparaissait pas pertinente à une majorité d'interlocuteurs. La spécificité de chaque ouvrage interdirait les comparaisons, les éditeurs s'intéressent plus à la marge

contributive qu'aux seuls coûts de fabrication (personne ne raisonne en coûts complets). Dans les petites maisons, les moyens sont trop restreints pour développer une comptabilité analytique, et dans les grandes, la division fonctionnelle du travail empêche une vision globale du processus productif. Enfin, l'édition est un métier de péréquation, voire de succès « statistique », et cela n'a pas de sens de suivre un seul ouvrage, voire une collection.

Quoi qu'il en soit, la reconstitution « périlleuse » à laquelle nous avons dû nous livrer, à partir de documents très hétérogènes, prouve, s'il en était besoin, que le suivi quotidien des coûts de fabrication n'est pas l'une des préoccupations majeures des maisons d'édition.

Sur les causes des baisses des coûts

Parmi les facteurs explicatifs de la baisse des coûts, les éditeurs ont évoqué :

- les progrès technologiques :
 - l'introduction de la PAO avec l'utilisation de différents logiciels de traitement de texte et de mise en page ; il existe désormais des logiciels plus efficaces de correction automatique non seulement du vocabulaire mais également de la syntaxe, de la typographie ;
 - les nouvelles technologies d'impression : Cameron, *Computer to plate*¹¹ ou CTP (certains estiment que l'apport de cette technique fait baisser les coûts de 25 %), et bientôt Docu Tech pour les petits tirages ;
 - la transmission de données qui permet un réel travail en réseau, une économie sur les coûts de transports mais surtout une réduction des temps de transports et des délais de transmission de l'information ; aujourd'hui des éditeurs font saisir en Tunisie ou à Madagascar, des corrections sont envoyées en Chine ;
- la recherche d'une plus grande standardisation, comme le tirage par amalgame qui permet d'économiser sur les frais de calage en tirant des ouvrages de même format ;
- le pouvoir de négociation face aux fournisseurs, obtenu grâce à l'intégration à un grand groupe qui permet de réduire les coûts d'achats (certains postes peuvent baisser de 25 %) ;
- la saisie des textes par les auteurs : certains éditeurs vont même jusqu'à imposer un guide de référence pour recevoir des disquettes « de bonne qualité ». En fait, le coût est alors « externalisé » vers l'auteur ;
- l'amélioration des rapports de force face aux imprimeurs dont les coûts ont été stabilisés sinon réduits.

Toutefois, malgré cette convergence dans l'appréciation des causes des baisses de coûts, d'importantes nuances subsistent d'un éditeur à l'autre. Pour certains éditeurs, la baisse des coûts n'est pas réelle car il y a déplacement sur d'autres postes.

11. *Computer to plate* : fabrication de la plaque offset directement à partir du fichier informatique.

Nous avons déjà cité le cas des auteurs amenés à saisir leurs textes : mais dans ce cas, c'est un coût qui n'est plus supporté par l'éditeur (sauf si les droits d'auteur tiennent compte de la « qualité de la disquette »). Avec le tirage en CTP, on diminue les coûts de calage mais le prépresse est augmenté car il faut une préparation spécifique des fichiers. D'autres éditeurs préfèrent sacrifier les gains de productivité à l'enrichissement des textes. Là aussi, il y a un certain type de déplacement des coûts puisque ces charges sont transférées vers d'autres postes de coûts indirects et ne sont, par conséquent, pas prises en compte dans les coûts de fabrication. Des baisses de coûts sont parfois la simple conséquence de la réduction de travaux éditoriaux jugés trop chers ou risqués ; abandon des traductions, des projets trop risqués ou des publications entraînant trop de travaux de préparation et d'enrichissement.

Sur certains points, les éditeurs demeurent en général très discrets : il en va ainsi de la baisse des à-valoir ¹², de l'allègement des droits d'auteur (même si ceux-ci ne font pas partie des coûts de fabrication au sens strict). Des éditeurs admettent néanmoins que les droits d'auteur sont passés de 10 à 8 % voire même à 5 % dans certains cas (sans parler des publications sans droits d'auteur...).

L'utilisation des baisses de coûts

Si toute la profession est d'accord pour souligner l'importance de la baisse des coûts (« cela ne coûte pas plus cher de tirer un livre à 700 exemplaires aujourd'hui qu'à 1 500 il y a dix ans »), l'affectation de ces baisses de coûts semble très différente d'une maison à l'autre, traduisant par là la multiplicité des politiques éditoriales.

Certains éditeurs admettent que les gains de productivité ont servi à reconstituer des marges qui avaient été écrasées dans la période 1993-1994 ; même si le coefficient reste un indicateur très grossier, son évolution générale ne laisse pas de doute sur ce point. Une partie des gains de productivité a également été utilisée pour la stabilisation des prix de vente : rappelons qu'entre 1993 et 1998 l'indice des prix moyens des deux segments étudiés a baissé de 0,3 % alors même que le déflateur du PIB augmentait de 7 %.

Plusieurs éditeurs ont insisté sur l'augmentation de qualité des ouvrages, les nouvelles techniques permettent de travailler un texte pour l'enrichir, l'objectif étant d'atteindre une forte articulation entre le contenant et le contenu.

La multiplication des titres engendre une forte hausse des frais de promotion, dans certains secteurs comme les Sciences et techniques. Effectivement, le nombre de titres a presque doublé, tandis que les cycles de vie se raccourcissent ; faire connaître un livre devient nettement plus difficile et onéreux.

12. À-valoir : forfait versé par un éditeur à un auteur, constituant une avance déductible sur le montant de ses droits d'auteur.

Enfin, tout un débat se développe entre les éditeurs qui pensent que les nouvelles technologies ouvrent la voie aux microtirages, et ceux qui estiment que les frais fixes de réimpression viennent se rajouter à chaque tirage et que, en conséquence le coût moyen est augmenté, sans que diminuent réellement les coûts de stockage.

Sur ce dernier point, deux stratégies totalement différentes se mettent en place qui ne touchent cependant pas exactement les mêmes catégories d'ouvrages. On ne peut pas parler de la même manière d'ouvrages qui sont tirés à plus de 3 000 exemplaires et d'ouvrages qui sont tirés à moins de 1 000 exemplaires. De plus, au-delà des coûts techniques, il faudrait prendre en compte l'ensemble des coûts organisationnels pour éclairer le débat en y intégrant la gestion du risque, qui n'est pas la même quand un éditeur tire d'un seul coup 10 000 exemplaires ou en tire quatre fois 2 500.

L'ensemble de ces considérations amène à envisager les évolutions du rapport entre la fabrication, la distribution, la diffusion et la commercialisation.

Quelques conséquences sur l'aval de la filière

Il est nécessaire d'évoquer quelques points largement soulevés par les éditeurs rencontrés. De plus, un certain nombre d'évolutions constatées précédemment – production en petites séries, forte volatilité de la demande, production en flux tendus – empruntent largement à ce que certains auteurs ont appelé le modèle japonais ou toyotisme¹³. Or, l'une des caractéristiques importantes de ce modèle est que l'aval commande l'amont.

Les circuits qui mènent un livre d'un éditeur jusqu'au lecteur sont complexes et nombreux. Les livres commandés directement aux éditeurs, et les livres vendus dans les librairies des éditeurs représentent désormais une activité secondaire. La vente directe, notamment par les clubs, représente l'un des deux principaux canaux de distribution, le plus important restant la diffusion-distribution classique qui apporte le livre jusqu'aux libraires, ceux-ci étant soit indépendants soit intégrés dans de grandes chaînes.

L'évolution de la période, caractérisée par la baisse des tirages moyens, la multiplication des titres, la réduction du cycle de vie des produits, change profondément les rapports entre la fabrication et la vente. Dans la masse des ouvrages publiés chaque année, il est de plus en plus difficile de se faire connaître. Les grandes surfaces spécialisées, disposant de plus de linéaire, ont un avantage concurrentiel pour exposer le plus grand nombre de références. Ou bien les petits tirages ne sont pas vus, car ils ne bénéficient pas de l'effet de masse, ou bien ils nécessitent un effort de promotion tel que les gains faits à la fabrication sont perdus.

13. Koichi SCHIMI, *Le toyotisme*, Paris, La Découverte, 1999.

Une autre modification importante de la période résulte de l'informatisation qui permet de savoir plus rapidement si un livre se vend ou non. Cette montée en puissance de l'information sur les ventes, doit être reliée aux possibilités de tirage extrêmement rapides (certains éditeurs parlent d'imprimeurs capables de tirer un livre en deux jours) et combinée à une logistique beaucoup plus performante. Un véritable choix stratégique est offert aux éditeurs : ou bien faire des tirages initiaux beaucoup plus courts et retirer autant que nécessaire, ce qui évite des stocks lourds, mais rajoute des frais fixes ; ou bien mettre en route un tirage plus important, ce qui permet d'occuper l'espace, de faire connaître le livre – d'une certaine manière, les piles de livres chez les libraires servent de publicité sur le lieu de vente (bien que sur les segments étudiés les achats d'impulsion soient moins importants qu'en littérature générale).

Le choix entre ces deux stratégies dépend évidemment beaucoup du type d'ouvrage que l'on édite ; les ouvrages hyperspécialisés ayant leurs propres canaux de diffusion répondent mieux à la première stratégie ; en revanche les ouvrages plus grand public doivent connaître une diffusion plus large et donc s'accommodent mal, au moins en ce qui concerne les tirages initiaux, de quantités trop restreintes.

La bataille actuelle est celle de l'information. De ce point de vue, le stock représente une certaine forme d'information, grossière mal adaptée mais existante ; au fur et à mesure que la qualité de l'information s'accroît, moins il y a besoin de stocks.

Les diffuseurs-distributeurs se trouvent donc en position de sociétés « infomédiaries » : disposant en temps réel de la connaissance de la diffusion, ces intermédiaires de l'information possèdent un avantage stratégique déterminant dans la période.

CONCLUSION

Une révolution tranquille

Activité culturelle, mais aussi secteur industriel et commercial, l'édition – en particulier l'édition de Sciences humaines et sociales et de Sciences et techniques – ne pouvait pas échapper aux grandes mutations qui ont traversé les activités marchandes au cours de la dernière décennie.

En ce qui concerne la demande, la période a été marquée par un ralentissement de la consommation des ménages. Pour autant, la reprise, très marquée depuis 1998, révèle que ces turbulences étaient momentanées. Les fluctuations de la consommation ont, un temps, masqué des changements plus profonds de comportements, qui ont affecté la demande de livres comme celle des autres biens manufacturiers.

La demande apparaît ainsi plus éclatée, plus différenciée, « démassifiée ». L'attente d'amélioration permanente de la relation performance/coûts traduit une plus grande exigence de qualité des consommateurs, associée à une exigence de maîtrise des prix. Le comportement des consommateurs est instable, avec des engouements de plus en plus brefs (*zapping*).

Dans un secteur déjà largement incertain, ces facteurs ont introduit une véritable économie de l'incertitude, c'est-à-dire une difficulté croissante à « probabiliser » la demande, qui s'est traduite par une exigence d'adaptation de plus en plus rapide des éditeurs aux attentes des lecteurs-consommateurs.

Les évolutions technologiques et organisationnelles de la période ont néanmoins permis au secteur de l'édition de s'adapter à ces évolutions. Il a en effet été nécessaire de faire évoluer de plus en plus rapidement les orientations éditoriales en fonction des fluctuations de la demande, de produire des séries plus courtes, pour tenir compte à la fois d'une demande plus éclatée et d'une durée de vie plus faible des livres, en conséquence, de limiter les tirages et diminuer les stocks. Il a fallu, comme dans le reste de l'industrie, mettre en place des flux tendus et des systèmes d'information plus performants, enfin, intégrer ces changements afin de produire des livres à des coûts qui ne soient pas plus élevés que ceux des tirages plus longs d'antan.

L'édition est une industrie, mais pas n'importe quelle industrie : son *process* de production a conservé de nombreuses traditions propres à l'artisanat. Il a parfois fallu les remettre en cause pour tirer parti des nouvelles technologies. Quant aux choix éditoriaux, qui relèvent d'une délicate alchimie entre l'intuition et une

attention aux courants de la demande culturelle, ils ont été contraints à plus de vigilance pour répondre aux nouvelles attentes des lecteurs.

Le double effet des changements technologiques et des évolutions du lecteur-consommateur a posé un véritable défi au monde de l'édition française, et particulièrement à celui des Sciences humaines et sociales, et des Sciences et techniques. Malgré les difficultés d'adaptation, le défi a été relevé, et la mutation réussie : une véritable « révolution tranquille » a finalement eu lieu au cours des années 1990.

Au bout de cette période qui, rappelons-le, ne fut pas sans difficultés pour un certain nombre de maisons, le secteur apparaît, en effet, globalement comme gagnant, avec un chiffre d'affaires en hausse et des marges reconstituées.

La baisse des tirages moyens est de 22 % si l'on compare la période 1996-1998 à la période 1989-1991. Elle est donc réelle et massive et elle continue régulièrement année après année : entre 1989 et 1998 elle atteint 30 %.

L'augmentation du nombre de titres est forte : on peut l'évaluer à 40 %, soit le double de la baisse du tirage moyen, ce qui contredit une opinion communément répandue dans la profession selon laquelle l'augmentation du nombre de titres compenserait la baisse des tirages moyens.

Le chiffre d'affaires est en nette progression : 18 % sur la période, soit approximativement + 5 % pour le volume des ventes et + 13 % pour l'augmentation des prix.

Cette augmentation des prix, enfin, calculée sur l'ensemble de la période, est modérée, dans la moyenne de la hausse des prix à la consommation.

Les baisses de coûts de production sont plus importantes pour les frais fixes (saisie faite par les auteurs, introduction de la PAO dans le prépresse...) que pour les frais variables. D'une manière générale, la baisse des coûts doit être imputée à l'introduction des nouvelles technologies, mais aussi à une meilleure gestion du *process* de production.

Face à tous ces bouleversements, le jeu n'était pas égal pour toutes les maisons d'édition. Il a été plus facile pour les grands éditeurs généralistes de dégager des marges de manœuvre en jouant sur l'effet taille et sur la pondération entre les différents champs éditoriaux. L'adaptation a été, en revanche, plus difficile pour les éditeurs spécialisés, surtout pour les indépendants, mais certaines maisons d'édition ont su saisir les possibilités ouvertes par l'extension de nouveaux champs éditoriaux ou par la mise en place de nouveaux modèles économiques, rendue possible par des gains de productivité systématiques.

Les difficultés d'adaptation ont été largement dépendantes des structures industrielles et financières de départ, mais aussi de la rapidité de la prise de conscience des changements en cours. Ont ainsi particulièrement souffert les maisons d'édition spécialisées sur le noyau dur des sciences humaines et sociales (ouvrages universitaires, notamment de 1^{er} cycle, et ouvrages de recherche), attachées aux traditions de fabrication et à une certaine orthodoxie éditoriale. La période a été vécue sous le signe de la crise, avec des pertes financières importantes, des recompositions de capital, voire *in fine* une perte d'indépendance financière. Les grands généralistes diversifiés en sciences humaines, ou les *outsiders* qui ont su tirer parti

des changements techniques et éditoriaux, ont plutôt tendance à parler d'évolution, et semblent avoir ignoré la crise : les généralistes ont bien souvent cherché à capter un lectorat cultivé plus large, en abolissant la frontière entre sciences humaines et sociales et essaient par un travail d'enrichissement éditorial ; ils ont, par ailleurs, mieux su miser sur les champs de connaissance « à la mode ».

Les comparaisons entre les évolutions de l'édition et les changements intervenus dans les autres secteurs industriels au cours des dix dernières années trouvent cependant leurs limites dans les spécificités du livre, d'autant plus si l'on considère les deux segments qui ont constitué le champ de l'étude, les Sciences humaines et sociales, et les Sciences et techniques : nombre de références extrêmement élevé, séries particulièrement courtes, durée de vie des livres généralement plus longue que celle des autres produits industriels, impossibilité, avec les techniques traditionnelles de tirage, de descendre en dessous d'un certain seuil, système de commercialisation par de multiples canaux. Ces spécificités ont, par exemple, comme conséquences le gonflement des stocks et les taux de retour élevés.

L'« exception du livre » ne doit pas masquer, cependant, un véritable retard pour mieux gérer la fabrication et les flux logistiques : d'autres secteurs aux multiples références, aux ventes incertaines et aux points de ventes décentralisés ont démontré que la mise en place de systèmes d'information performants permet de réduire les stocks, et par conséquent les coûts, tout en garantissant aux circuits commerciaux un approvisionnement très satisfaisant.

Par ailleurs, les nouvelles technologies de l'information n'ont pas fini de bouleverser le secteur et il faut s'attendre à de nouvelles mutations. L'entrée en force des technologies numériques ne permet pas seulement de produire moins cher ce que l'on faisait auparavant, elle permet surtout de produire des livres qui sont beaucoup plus riches, tant dans le contenu que dans la forme, avec une meilleure articulation contenu/contenant. Elle facilite également une réponse plus rapide aux fluctuations de la demande, la gestion de séries courtes permettant de faire face à la baisse du tirage moyen sans augmentation substantielle des coûts, en fait même avec une baisse des coûts sur certains postes. Elle permet d'envisager une diversification des supports, même si elle est encore minime aujourd'hui : l'éditeur se veut fournisseur de contenu et il ne se sent pas attaché éternellement au support papier.

Enfin et surtout, les technologies de l'information donnent une plus grande fluidité au réseau et lui permettent de s'adapter aux exigences de la demande.

Cette nouvelle gestion n'est pas sans risques, bien au contraire. Les éditeurs peuvent compter beaucoup moins sur les valeurs sûres, des fonds qui représentaient un savoir accumulé se trouvent subitement commercialement dévalorisés, l'obsolescence est plus rapide et en même temps la période laisse la place à des « aventuriers » téméraires. Dans ces conditions, si ce que le BIPE avait nommé le noyau dur des sciences humaines et sociales est atteint, il n'en reste pas moins que de nombreux autres domaines se développent : ils sont multiples, éclatés, très spécialisés, mais somme toute il aurait été étonnant que l'édition ne ressemble pas à son époque.